Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

n°3

décembre 81/10 fr.

Sommaire

**Mouvement antiguerre :
trois questions décisives**

●

**CGT :
une crise profonde et permanente**

●

**Lettre ouverte
aux organisations
et aux militants du Comité international**

●

Dossier **LA SECURITE SOCIALE**

●

Réponse à Lutte ouvrière

●

Afghanistan

Editorial

BRAS DE FER ET ŒIL DE VELOURS

LE gouvernement a décidé d'accélérer, par voie d'ordonnances, les réformes sociales qu'il envisage. *« Nous nous sommes donnés les moyens d'agir vite »*, a expliqué Pierre Mauroy. Il est vrai qu'au bout des six premiers mois d'exercice, le gouvernement semblait morose, quelque peu enlisé dans des débats parlementaires interminables.

« M. Mauroy s'interroge sur l'efficacité de sa stratégie face au mécontentement du patronat et des syndicats », titrait *le Monde* du 14 novembre. Quant à l'éditorialiste du *Matin* des 14-15 novembre, il constatait : *« Le chemin est étroit quand un gouvernement ne parvient — et c'est le cas depuis six mois — ni à contenter les syndicats, ni à signer un armistice avec le patronat, ni à mobiliser l'opinion derrière ses multiples projets et réformes. »*

C'est ce moment que le patronat a choisi pour engager une première offensive de grande ampleur. F. Ceyrac avertissait avec fracas que *« la situation est beaucoup plus grave qu'en 1936 »*. Un sondage d'opinion, réalisé auprès des patrons, révélait que 83 % des chefs d'entreprise sont hostiles aux mesures économiques du gouvernement. Un autre sondage montrait que 56 % des patrons n'ont pas l'intention d'investir dans les six prochains mois, que 83 % d'entre eux ne comptent pas embaucher... En un mot : le « pouvoir économique » fait savoir au « pouvoir politique » que ses projets sont « inadaptés au terrain », pour reprendre la formule de F. Ceyrac, et donc condamnés à l'échec. On comprend le cri de satisfaction du *Quotidien de Paris* du 17 novembre : *« La nouvelle opposition est née. »* Et de préciser : *« La véritable opposition de 1982 sera celle des milieux économiques. »*

Ainsi, côté patronal, c'est cartes sur table. Il n'y a guère que les naïfs pour s'en étonner. L'ennui est que le gouvernement semble s'y être laissé prendre, en fondant toute sa politique économique sur le pari de gagner la confiance des patrons. En dénonçant brutalement le caractère parfaitement illusoire d'un tel pari, le patronat a marqué un point.

« La partie de bras de fer que le gouvernement a engagée avec le patronat ne se terminera sûrement pas sans casse de part et d'autre. Mais il est d'ores et déjà acquis que la majorité sortira affaiblie de l'épreuve, divisée, contrainte enfin à regarder la réalité en face », écrivait l'éditorialiste des *Echos* du 19 novembre. Tout cela est vrai. A ceci près que « la partie de bras de fer » a été décidée par le patronat contre un gouvernement qui lui faisait des yeux de velours. Car, pour mener « la guerre au chômage », P. Mauroy est parti à la rencontre des patrons avec l'espoir de les « conquérir ». A croire que, à force de parler « d'état de grâce », le gouvernement avait fini par croire aux miracles. Du moins à ce miracle qui permettrait de concilier les promesses faites aux travailleurs et les bonnes grâces du patronat.

Ainsi, c'est au moment même où P. Mauroy s'évertuait à convaincre les patrons de créer des emplois que le chiffre fatidique des **deux millions de chômeurs** est tombé.

Pourtant, pour gagner la « confiance » des patrons — que ces derniers agitent telle une carotte — le gouvernement n'a pas lésiné : aides et subventions aux entreprises, engagement à diminuer leurs frais, « juste indemnisation » des actionnaires des entreprises nationalisées, démantèlement du timide projet d'impôt sur la fortune, annulation des dettes patronales à la Sécurité sociale, etc. Et les patrons ont empoché. Et ils ont continué à criailler pour qu'on leur cède davantage. Et, benoîtement, ils ont conclu qu'il en fallait davantage pour qu'ils aient confiance, que l'investissement attendrait. Bref : point de création d'emplois !

En fait, la bourgeoisie sait bien que, pour elle, l'heure n'est pas à la relance. La récession qui se développe aux Etats-Unis témoigne que l'économie capitaliste, loin d'être sortie de la crise, s'y enfonce. Ce qui n'incite pas le patronat à investir. En outre, ce dernier n'est pas décidé à aider le gouvernement né des élections de mai-juin. Il peut chercher à l'utiliser pour poursuivre l'application des plans anti-ouvriers ; il ne saurait, pour autant, le créditer de sa « confiance ». D'autant qu'il est parfaitement conscient que les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser frustrer de leur victoire électorale et qu'ils n'accepteront pas sans réagir les mesures que le gouvernement prendra sous sa pression. C'est pourquoi le premier objectif qu'il se fixe est de refouler les prétentions réformatrices affichées par le PS et le PCF. En leur opposant ce qu'il explique être la dure loi des réalités économiques.

En accusant le gouvernement d'incompétence et d'irréalisme, la bourgeoisie cherche non seulement à le discréditer mais, en le contraignant à renier ses promesses, à saper ses bases populaires. Les applaudissements qu'elle décerne à Delors et Rocard, assortis des flèches décochées aux ministres communistes et à ceux des socialistes qui prétendent à un discours radical, ont valeur de symbole et d'avertissement. Ou les élus du 10 mai et du 21 juin se plieront explicitement aux impératifs capitalistes et accepteront de s'en faire les agents avoués, ou ils courront à l'échec.

Ces dernières semaines, les grèves nombreuses qui se sont développées, en particulier dans les banques, à Renault, à Peugeot, dans les Caisses d'épargne ont montré que l'exigence du changement est bien présente parmi les travailleurs, qui attendent sa concrétisation.

Les blocages maintenus par le patronat exacerbent cette exigence. C'est le cas lorsque des chefs et des directeurs s'entêtent dans leur comportement répressif. Lorsque les patrons, plutôt que d'embaucher, accélèrent les cadences. Lorsqu'ils s'opposent à une exigence aussi minimale que la cinquième semaine de congés payés. Alors, la réaction, explosive, est la même : « Ils agissent comme si le 10 mai n'avait pas eu lieu. C'est intolérable, on va leur faire comprendre ! » Et l'on se tourne, précisément, vers ceux que l'on a élus : les députés et ministres socialistes et communistes. Pour leur dire : « Nous vous avons élus pour que ça change, nous luttons pour imposer le changement, appuyez-nous. » Et, dans le cas des entreprises nationalisées, cette démarche se concrétise en une exigence précise : « Chassez la direction mise en place par Giscard ! »

Nous n'en sommes qu'à une première phase de lutte, celle qui correspond à une appropriation par les travailleurs eux-mêmes du changement qu'ils ont imposé par la voie électorale en mai et en juin. Cette phase est vécue comme la « fin d'un règne », en sachant bien qu'il faut accumuler les forces qui seront nécessaires pour imposer la satisfaction des grandes revendications.

Tandis que la bourgeoisie, à coups de campagne de presse, teste la nouvelle situation, les travailleurs, eux aussi, avec leurs propres méthodes, explorent le champ qu'ils ont ouvert. Car ils sentent bien qu'au-delà des mesures immédiates, qui devraient s'imposer d'elles-mêmes, il faudra engager de toute autres forces pour s'attaquer aux grands problèmes qui pèsent comme une chape de plomb : le chômage et l'austérité... C'est pourquoi il faut comprendre les premières luttes comme les prémisses d'une vague de grèves qui, tôt ou tard, va déferler et soulever en un même élan toute la classe ouvrière. C'est bien cette seule perspective qui s'imposera pour faire reculer le patronat.

Ce ne sont pas les appels lyriques de P. Mauroy à la « solidarité nationale » et au « rassemblement de la communauté nationale » qui permettront de réaliser le changement. De tels appels ne peuvent que susciter les ricanements d'une

bourgeoisie qui sait bien que, dans le cadre d'une société capitaliste, « solidarité » et « union » « nationales » se font nécessairement sur le terrain qui est le sien : celui du profit attaché à la propriété privée.

C'est au nom de la « solidarité » que les travailleurs vont voir leurs cotisations à la Sécurité sociale croître de 1 %.

C'est au nom de « l'intérêt national » qu'au même moment, on voyait PS, PCF et UDF voter le budget militaire, dont le RPR concédait qu'il était dans la « continuité » des choix antérieurs.

C'est au nom de l'une et de l'autre que les travailleurs sont invités à se convaincre du « rôle irremplaçable » du patronat dans la société et l'économie et, par voie de conséquence, à respecter les contraintes du profit capitaliste. Ce qui voudrait dire attendre le bon plaisir des patrons pour voir réduit le temps de travail et ouverts les bureaux d'embauche.

Il n'y a rien à gagner à ce marché de dupes. Plutôt que de négocier le changement avec ceux qui lui sont résolument hostiles, plutôt que d'implorer un compromis impossible, le PS et le PCF doivent s'appuyer sur leur majorité parlementaire et en appeler à la mobilisation des travailleurs qui les ont portés au gouvernement.

- Pour écarter les notables de l'ancien régime qui colonisent toujours l'appareil d'Etat, qui s'accrochent à la tête des entreprises nationalisées, et n'ont de cesse de paralyser les mesures indispensables à la satisfaction des revendications ouvrières.
- Pour prendre les décisions qui s'imposent si l'on veut réellement porter un coup au chômage : l'interdiction des licenciements et une loi pour la semaine de trente-cinq heures, sans diminution de salaire, sans contrepartie, avec embauches correspondantes.

Oui, dans ce domaine, il faut se donner les moyens d'agir vite. Vite et bien !

Or, ce n'est guère ce que nous promettent les futures ordonnances gouvernementales. Il y a fort à parier que le gouvernement va arbitrer dans le sens de réformes singulièrement laminées par les pressions patronales. Ainsi de la réduction du temps de travail qui va se faire sur la base de l'accord du 17 juillet qui concède une malheureuse heure en échange de contreparties inacceptables.

Aller vite, oui, mais pas pour faire passer en fraude des exigences patronales qui se heurtent au refus des travailleurs, comme en témoigne l'échec total des négociations par branche sur le temps de travail.

Agir vite, ce n'est pas chercher à concilier les exigences des patrons et les revendications des travailleurs. C'est s'appuyer sur la majorité PS-PC que les travailleurs ont portée au Parlement pour décider d'une loi sur la semaine de trente-cinq heures.

C'est en empruntant cette voie, qui est celle du changement véritable, qu'il sera possible de faire entendre raison au patronat. Et de gagner la partie de bras de fer qu'il a engagée.

MOUVEMENT ANTIGUERRE : trois questions décisives

JEAN-LOUIS MICHEL

TOUT au long du mois d'octobre, les mobilisations de masse ont déferlé sur les principales capitales de l'Europe capitaliste, contre les risques de guerre qui découlent de la relance de la course aux armements. Elles constituent un événement de toute première importance. Plusieurs millions de jeunes et de travailleurs sont prêts au combat contre le cours agressif de la politique impérialiste. Les cercles dirigeants de Washington ont dû en convenir : Haig, à Berlin en septembre, avait attaqué grossièrement le mouvement antiguerre, son collègue ouest-allemand, Weinberger, au lendemain des manifestations des 24 et 25 octobre, devait baisser le ton devant l'ampleur du « péril » pacifiste : *« Il faudra en tenir compte... »*

Ce mouvement, par son ampleur, par sa détermination, par les centaines de milliers de jeunes qu'il mobilise, est amené à se poser les problèmes essentiels d'orientation qu'il faut désormais résoudre pour aller plus loin, beaucoup plus loin. De la réponse qui sera en effet donnée à ces questions dépend en partie l'avenir du mouvement antiguerre comme élément décisif du rapport des forces entre les classes à l'échelle internationale. C'est pourquoi nous voulons contribuer à ce débat nécessaire avant les prochaines échéances, en souhaitant que l'ensemble des organisations ouvrières y participent avec le souci de renforcer l'unité du mouvement de masse sur des bases clairement anticapitalistes. C'est l'une des conditions essentielles pour que le mouvement prenne, en France, une ampleur comparable à ce qu'on a connu dans les pays voisins.

C'est incontestablement l'impérialisme nord-américain qui a pris l'initiative de la phase actuelle de relance de la course aux armements. Depuis 1945, le scénario est presque toujours le même : on assiste dans un premier temps à un pilonnage de la propagande occidentale pour accréditer l'idée d'une supériorité soviétique dans tel ou tel secteur des moyens militaires pour justifier *a priori* l'effort de guerre des principales citadelles impérialistes.

Dans les années cinquante, les cercles bourgeois agitaient la menace du « nombre d'hommes de l'Armée rouge ». Puis, après le vol du premier Spoutnik, le thème de l'avance de l'URSS dans le domaine intercontinental fut monté en épingle. Aujourd'hui, nous sommes confrontés depuis deux ou trois ans à une opération savamment orchestrée autour du déploiement des fusées soviétiques à moyenne portée, les SS-20.

Qui a relancé la course aux armements ?

Mais si la méthode employée à l'Ouest pour justifier l'effort de préparation à la guerre est toujours la même, les ressorts de la course aux armements aux Etats-Unis sont beaucoup plus puissants que dans les années cinquante ou soixante. Il faut en conclure que jamais la menace n'a été aussi présente et dangereuse. Pourquoi ?

Au niveau économique, la tendance à la militarisation de l'économie que recèle le capitalisme est encore accentuée par la crise qui aiguise toutes les contradictions, y compris interimpérialistes entre les USA et les pays d'Europe de l'Ouest. Cela motive un effort sans précédent des Etats-Unis pour rétablir leur leadership. L'énorme effort budgétaire engagé par Carter est porté par Reagan à un niveau ahurissant pour les cinq années qui viennent.

Sur le plan politique, l'élection de Reagan a pris la signification d'une revanche sur l'humiliation vécue par les cercles impérialistes dans la foulée de leur défaite en Indochine. Washington entend arrêter l'effritement de ses positions (Amérique centrale, Iran, etc.) et prendre l'offensive par un cours belliqueux et interventionniste. Les déclarations de l'état-major de Reagan, ses provocations en Méditerranée (face à la Libye cet été, après la mort de Sadate récemment), son intervention directe au Salvador l'attestent suffisamment. Il y a donc une volonté politique impérialiste de rétablir par la force les positions perdues sous la poussée des luttes des travailleurs et des peuples opprimés.

C'est Washington qui a décidé la production de nouveaux arsenaux de terreur (missiles intercontinentaux MX, bombardiers stratégiques, missiles de croisière, bombes à neutrons, sous-marins, augmentation de 50 % de la flotte de guerre, etc.). Quel que soit le bruit fait autour des SS-20, tout cela ne peut pas être présenté comme la conséquence du déploiement d'un système d'armes à moyenne portée par la bureaucratie soviétique. Toute tentative pour établir un parallèle entre l'Ouest et l'Est sur cette base est un mensonge grossier. Charles Hernu, par exemple, qui ne peut être suspecté de sympathie à l'égard de Moscou, constatait il y a moins d'un an que *« l'URSS avait une génération de retard pour la plupart des systèmes d'armes sur les USA »*.

Sommes-nous à la veille d'un conflit nucléaire en Europe ?

Lorsque l'OTAN, en décembre 1979, prit la décision de déployer en Europe les missiles de croisière et les

De haut en bas et de gauche à droite : une fresque murale anti-OTAN de la LCR de l'Etat espagnol ; la LRT belge lors de la manifestation du 25 octobre à Bruxelles ; des affiches de l'IKB des Pays-Bas réclamant des emplois, pas des bombes ; le cortège de la LCR et des JCR le 25 octobre à Paris ; les JCR de Catalogne contre la barbarie nucléaire et l'OTAN ; le cortège de Socialist Challenge *(organe de l'IMG de Grande-Bretagne) lors d'une manifestation de la « Campaign for national disarmement ». (DR)*

fusées Pershing de la seconde génération, il s'est trouvé de nombreux « experts » pour faire des déclarations fracassantes sur la possibilité de voir les USA hésiter à défendre l'Europe capitaliste « contre la menace soviétique ». De tous, c'est Kissinger, par la place qui avait été la sienne, qui fit la plus forte impression. La campagne actuelle et les déclarations alarmistes sur la perspective d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe n'en sont que le prolongement logique. Ce type de discours a une fonction unique : faire accepter aux Européens l'effort de guerre décidé par Washington et leur en faire payer le prix sous la forme d'une politique d'austérité généralisée.

La variante française de ce discours prend appui sur les déclarations américaines pour justifier l'effort budgétaire à des fins militaires au nom de « l'indépendance nationale ». Le résultat est strictement identique : dans tous les cas, il s'agit de rogner sur les dépenses publiques de santé ou d'éducation au profit des dépenses militaires. Il ne faut donc pas être dupe de toutes ces déclarations alarmistes car, si elles suscitent, dans un premier temps, une réaction d'hostilité, elles pourraient à la longue semer la démoralisation parmi les masses promises à une mort nucléaire quasi certaine.

En vérité, l'Europe de l'Ouest est un enjeu politique et économique par trop important pour l'impérialisme pour qu'il dissocie son sort du sien. L'hypothèse d'une guerre nucléaire limitée à cette partie du monde, comme l'envisage officiellement l'OTAN, est absurde parce qu'elle repose sur la fiction d'une escalade nucléaire maîtrisée de bout en bout ; ce qui, du point de vue impérialiste, revient à envisager l'hypothèse d'une défaite des Etats ouvriers frappés mortellement sans qu'ils aient recours à l'arsenal intercontinental contre les USA. Les stratèges du Pentagone affichent ainsi leurs intentions belliqueuses et admettent implicitement que le déséquilibre des potentiels militaires en faveur de l'URSS, qu'ils dénoncent à grand bruit, n'existe pas.

Mais l'impérialisme n'a pas les mains libres. Pour déclencher un pareil holocauste nucléaire, il lui faut infliger préventivement une défaite majeure aux masses occidentales. Rien de tel n'est à l'ordre du jour, bien au contraire. Le mouvement antiguerre déferle en Europe et prend son essor aux Etats-Unis au moment où l'impérialisme est confronté à la fois à la crise économique et à une montée des luttes de classes.

La situation est donc favorable pour engager un combat dont le but final est bien le désarmement unilatéral de l'impérialisme par son renversement dans ses principales citadelles. Nous ne sommes pas à la veille d'un conflit nucléaire et le socialisme, qui seul peut bannir définitivement la menace d'un holocauste général de l'humanité, est à l'ordre du jour. Il y a bien complémentarité entre les luttes contre l'austérité et celles contre le surarmement, dans une logique d'offensive générale de la classe ouvrière contre le capital. Le mot d'ordre « pour la paix et le socialisme » n'est pas un artifice de propagande abstraite. Il est le complément indispensable des objectifs immédiats que se donne le mouvement antiguerre et synthétise clairement la dynamique anticapitaliste de ces mobilisations ; en France, particulièrement, où le Mouvement de la paix et le PCF mobilisent pour la paix en se gardant bien d'évoquer la garantie ultime que constitue le combat pour le socialisme.

Comment apprécier la politique de la bureaucratie soviétique ?

Il ne se trouve plus aucune force en Europe occidentale, y compris les partis communistes, pour prétendre que la politique de l'URSS n'est guidée que par les seules nécessités de la lutte contre l'impérialisme. Il est difficilement contestable que les forces conventionnelles soviétiques menacent tout autant, si ce n'est plus, les développements de la révolution politique en Europe occidentale que l'Europe capitaliste. A l'échelle internationale, la bureaucratie continue de s'accrocher à la perspective d'un retour à la négociation bilatérale avec l'impérialisme comme une garantie contre toute modification en sa défaveur du statu quo international.

Par-dessus tout, elle craint une montée de masse à l'Ouest comme à l'Est, qui remettrait en cause sa dictature bureaucratique. Elle préfère faire payer aux travailleurs de l'Est le prix exorbitant d'une participation à la course aux armements plutôt que de mobiliser les masses pour désarmer l'impérialisme. Parallèlement, elle tient, contre tout évidence, un discours réactionnaire sur la possibilité de « gagner » une guerre nucléaire. Elle accepte enfin les règles du jeu fixées par l'impérialisme par une politique du secret qui désarme les masses et favorise les opérations de propagande de l'impérialisme.

Toutes choses qu'illustre parfaitement la question des SS-20. Ce système d'arme n'est en réalité qu'une réplique modeste, à moyenne portée, aux progrès technologiques appliqués par les USA à leurs systèmes centraux intercontinentaux. Jamais la bureaucratie n'a contrarié la propagande impérialiste à ce propos. Elle a proposé de ne pas déployer les SS-20 au-delà de ses frontières, escomptant revenir par ce biais à un cadre stable de négociation Est-Ouest du type Salt. L'impérialisme en profite désormais pour exiger le démantèlement, et non plus seulement le retrait d'Europe orientale, des SS-20... Washington espère ainsi avoir les mains libres, sous ce prétexte, pour renforcer et moderniser son arsenal en Europe (Cruise et Pershing notamment). La politique de la bureaucratie soviétique est doublement condamnable : du point de vue de la défense des Etats ouvriers face à l'impérialisme, et du point de vue des ravages que provoque cette politique parmi les masses, particulièrement en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

Mais cette condamnation et l'obstacle que représente la bureaucratie pour le développement d'un vaste mouvement de masse consciemment anticapitaliste pour le désarmement de l'impérialisme ne doivent pas conduire à perdre de vue les enjeux centraux de la lutte des classes qui se reflètent, y compris de manière déformée, dans les rapports Est-Ouest. Personne ne peut nier que, si l'impérialisme n'a pas eu recours à l'arme nucléaire durant les trente dernières années, c'est aussi parce que l'URSS possédait un arsenal nucléaire, certes moins performant que celui des Occidentaux, mais suffisamment substantiel pour les dissuader de mettre le feu aux poudres. C'est pour cette raison essentielle que nous avons reconnu, en 1949, le droit à l'URSS, puis en 1964 à la Chine, de se doter de moyens de défense nucléaires. C'est aussi la raison qui nous amène à refuser aujourd'hui le parallèle trompeur entre les SS-20 et les nouveaux missiles US, même si nous pensons que d'autres choix politiques étaient possibles pour l'URSS en matière d'orientation militaire.

CGT : une crise profonde et permanente

JEAN LANTIER

UNE crise politique sans précédent affecte la CGT. Elle est le produit des échecs politiques du PCF. La fluctuation des adhérents, la chute progressive de l'influence électorale de la centrale syndicale sont des éléments vérificateurs de difficultés d'orientation de la CGT. Les tournants brusques et répétés auxquels la CGT a soumis ses membres ont accumulé en son sein les éléments d'une remise en cause globale de la ligne qu'elle suit. Depuis la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977, les rectifications se sont succédées à contretemps du mouvement réel de radicalisation des travailleurs. Toutes les générations militantes ont été affectées par ces soubresauts. Les lignes de faille apparaissent à l'intérieur de la fraction du PCF ; nombre de militants cégétistes attendent des réponses alternatives, révolutionnaires, face aux échéances sociales auxquelles la direction de la CGT ne les prépare pas.

Tout commence avec la rupture de l'Union de la gauche

La rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977 marque le début de la crise. La CGT avait adopté le Programme commun de la gauche comme sien, dès 1972, au congrès de Nîmes. Des syndicalistes, depuis lors, avaient été sanctionnés et même exclus pour désaccord avec ce programme, qui remplaçait de fait celui de la CGT. Il inscrivait une échéance politique, celle des législatives de mars 1978, comme débouché politique aux luttes que la CGT subordonnait à cette perspective. *« Voter, c'est lutter »*, disait-elle, évitant un mouvement général de grève contre le plan Barre, au profit de l'attente de la date fatidique de mars 1978.

La rupture de l'alliance PC-PS amena la CGT à prendre fait et cause pour le PC. Sa lecture du Programme commun se calquant sur celle du PCF , elle fit tout pour que cette identité de vue soit perçue à une échelle de masse. L'échec de mars 1978 laisse en plein désarroi des milliers de cadres syndicaux. Quelques-uns d'entre eux avaient exprimé leurs divergences dans *la Vie ouvrière* et *le Peuple*, qui s'étaient ouverts à leurs lettres. La direction de la CGT, pour parer aux effets des remous qu'elle connut, organisa un 40e Congrès confédéral en décembre 1978. Son but était, par un artifice de démocratie, d'absorber la fronde régnant dans ses rangs, et entériner par la bande le soutien qu'elle avait apporté au PCF. Ce fut réalisé avec brio. Le congrès vota le principe des tribunes libres dans la presse syndicale avant chaque débat important, le partage des mandats dans les délégations de congrès, le libre accès des syndiqués aux directions, quelle que soit leur appartenance politique. Ce décor démocratique permit à la direction de recevoir un quitus sur sa pratique fractionnelle passée. Mais, huit mois après l'échec des législatives de 1978, la CGT entrait dans une période d'instabilité politique.

Des responsables cégétistes membres du PC connurent alors un conflit avec la direction du parti. A l'occasion du congrès du PCF, en avril 1979, ils voulurent faire admettre une certaine répartition des prérogatives entre les deux organisations, syndicale et politique. Le document « Le PCF et le mouvement syndical » apparut comme le fruit de ces efforts. Marchais et Krasucki ne s'opposèrent pas à ce texte, qu'ils firent placer en annexe au document final du congrès. Devant la velléité d'autonomie de sa propre fraction dans la CGT, la direction du PCF esquiva le coup. Mieux, par le nombre de cadres syndicaux qu'elle réunit à ces assises, elle réalisa en quelque sorte un second tour du 40e Congrès de la CGT, sur la nouvelle orientation.

A la rentrée de 1979, la leçon du XXIIIe Congrès était assimilée par la CGT. Séguy, dans son discours de rentrée, présenta toute échéance politique comme très lointaine. Dans la foulée, en janvier 1980, la rupture PC-PS connut son pendant syndical. Au comité confédéral national de janvier 1980, l'unité CFDT-CGT était purement et simplement liquidée. Le front réformiste CFDT-FO-FEN fut dénoncé comme le danger principal. La CGT irait seule au combat, ne voulant pas *« édulcorer ses positions pour des syndicats réformistes qui la tiraient en arrière »*. L'idée qui présidait à cette division était le retour à un climat de « guerre froide ». La CGT choisissait le « camp des forces progressistes » (pays de l'Est, mouvements de libération, mouvement ouvrier), tandis que la CFDT ralliait le "camp impérialiste," rejoignant FO.

Union dans les luttes : un catalyseur

La pression unitaire fut pourtant très importante, exprimant à la fois la

nécessité d'un débouché politique, et la volonté d'y parvenir dans l'unité. La pétition Union dans les luttes joua le rôle de catalyseur : elle fut signée par des dirigeants confédéraux et des milliers de syndicalistes. Elle provoqua la première étape de la crise ouverte de la CGT. En mai 1980, un an après le congrès du PC, le CCN (comité confédéral national) de la CGT mit à son ordre du jour l'unité ; le débat porta en fait essentiellement sur la pétition Union dans les luttes. Pour la première fois, le CCN ne put voter de texte final, tant la « synthèse » des différentes positions s'avéra impossible. Il fallut un second CCN, en juin, pour qu'un texte rédigé par les différentes « sensibilités » soit adopté. Sa cible était la CFDT, présentée comme obstacle à toute unité, puisqu'elle « virait à droite ». Mais la résolution finale épargnait Union dans les luttes. Krasucki s'illustra par un livre, *Syndicats et Unité*, ode au sectarisme, brûlot anti-CFDT. En septembre 1980, la CGT annonça que point n'était besoin de débouché politique pour remporter des victoires revendicatives significatives. Elle rejetait l'élection présidentielle comme échéance politique et se lançait dans une série de journées d'action, de grèves sectorielles de vingt-quatre heures, qui accentuèrent la chute de son crédit auprès des travailleurs.

Le 10 mai fut une victoire ouvrière, mais pas celle de la CGT. Elle se contenta de se placer dans l'alternative posée de la manière suivante par le PC : ou bien le vote du 26 avril donnera raison au programme de Marchais, et les changements seront possibles ; ou bien les travailleurs n'auront pas compris, et tout changement sera impossible. En novembre, lors de sa commission exécutive confédérale, puis en décembre, la CGT épousa la thèse du PC. Elle traça la silhouette de son candidat idéal, qui ressemblait étrangement à celle de Marchais. Pour la CGT aussi, les conditions d'un vrai changement devaient être un Parti communiste fort et, comme l'affirmait le 40e Congrès, des ministres communistes au gouvernement. A aucun moment elle ne cita le nom de Giscard, dans une situation où son départ était la question centrale. PC et CGT allèrent ainsi *a contrario* de l'aspiration immédiate des masses, qui voulaient la fin du tamdem Giscard-Barre. Les cibles communes des deux organisations furent le PS et la CFDT, pas Giscard et Barre. Dans ce contexte, la CGT ne voulait pas de mouvement social d'ensemble contre le gouvernement Barre. Assujettie à la tactique électorale du PC, elle ne recourt pas plus que lui à la mobilisation de masse pour frapper le patronat. 1980 fut l'année la plus pauvre en jours de grève depuis 1963... Mais ce fut l'année où s'exaspéra le sentiment unitaire anti-giscardien.

L'Appel de Marseille

Les éléments d'une crise majeure étaient réunis. Elle éclata dès novembre 1980. En pleine conférence de presse du bureau confédéral, Jacqueline Lambert exposa ses divergences sur la ligne cégétiste. Quelques jours après, les cinq socialistes de la direction nationale publièrent leurs désaccords par voie de presse, estimant que la CGT n'avait pas à distribuer les bons et les mauvais points entre les candidats de gauche. Le débat éclata au CCN de décembre 1980 qui fut convoqué sans le moindre débat préalable dans les syndicats. Deux fédérations, Finances et Officiers de marine marchande, votèrent contre l'orientation avancée. L'amendement de Pierre Feuilly, qui demandait que la CGT appelle les travailleurs à sanctionner la politique de droite, fut rejeté. En janvier, Feuilly, accompagné de Raymond Charpiot (officier de marine) et Claude Germon (alors secrétaire de rédaction du *Peuple*) publièrent dans *le Monde* les raisons de leur opposition à la ligne votée. Les divergences devenaient publiques. Un tabou était levé. Les syndicalistes dans les entreprises voyaient mûrir une volonté de chasser Giscard, alors que la vie syndicale était sclérosée, et l'unité de la CGT remise en cause par l'opération fractionnelle de la direction. Les actions proposées par la direction nationale ne réunissaient que les militants les plus convaincus de la ligne pro-Marchais.

L'Appel de Marseille est né dans cette situation. Le 19 février, huit responsables syndicaux des Bouches-du-Rhône et du Var, représentant deux cents syndicalistes signataires, présentèrent à la presse un appel : *« La CGT doit tout faire pour battre Giscard. Elle doit contribuer à l'unité du PC et du PS pour qu'ils aillent gouverner ensemble. Avant, pendant et après le 10 mai, les revendications doivent être maintenues. »* La base syndicale accueillit favorablement cet appel. Vingt conférences de presse, reprenant l'Appel de Marseille, eurent lieu

dans tout le pays. Un mois et demi plus tard, une conférence de presse nationale, réunissant les signataires de l'Appel de Marseille et les signataires de textes démocratiques, manifestait, dans la CGT, la naissance d'une opposition à la réélection de Giscard. La Bourse du travail de Paris réunit ce jour-là tous ceux qui avaient œuvré à la défaite du candidat du CNPF. La montagne CGT avait bougé : des syndicalistes de base exprimaient de fait et publiquement leurs désaccords avec la ligne confédérale. Les membres de la direction confédérale favorables au vote Marchais tentèrent une riposte. Consigne fut donnée aux unions départementales de condamner les conférences de presse. Le 17 mars, à la Mutualité, Séguy et Krasucki dénoncèrent pêle-mêle Union dans les luttes, les « gauchistes » et la CFDT. En vain. L'Appel de Marseille avait créé une dynamique telle qu'aucune parole d'intimidation ne pouvait l'arrêter. Séguy parlera de bluff au sujet des cinq mille signatures de l'Appel du 12 février. Il dénoncera les *« termites trotskystes »*. Mais, à aucun moment la direction confédérale ne put convaincre du bien-fondé de sa position. La CGT n'appela à battre Giscard que le 29 avril, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Ce tournant abrupt laisse encore des traces. Le 1er Mai 1981 vit défiler des rangs de cégétistes criant *« pour changer vraiment, il faut des ministres communistes au gouvernement »*. Quelques semaines après, il y en eut... Mais dans quelle condition ! Un PC défait, une CGT éclaboussée par cet échec durent faire passer la pilule de leur ralliement au programme du PS. Dans la CGT, l'opposition naissante vérifiait dans la victoire du 10 mai la justesse de son combat.

Dans la majorité gouvernementale

La CGT sort affaiblie de cette situation. Un mouvement unitaire s'est développé sans qu'elle puisse le juguler. La centrale syndicale s'est fourvoyée, perdant prise sur la réalité du mouvement d'opinion dans la classe ouvrière. Un fossé s'est creusé entre elle et les travailleurs. Elle n'a pas rempli son contrat, elle dont la vocation est de se battre contre les empiètement du capital. Les revendications immédiates ont été mal défendues. Le débouché politique a été nié. Bien plus, des centaines de militants du PC se sont tournés vers l'opposition, en donnant leur signature à l'Appel de Marseille.

Les tournants qu'opère aujourd'hui la CGT sont des facteurs cumulatifs de sa crise. Le PC a connu un échec électoral historique. Désavoué, il n'avait plus qu'un but : empocher des portefeuilles ministériels, prendre le changement en marche.

Ce virage à 180 degrés est mal accepté par les militants du PC dans la CGT. Ils défendaient le point de vue inverse quelques semaines plus tôt ! Ils ont été formés à une argumentation anti-social-démocrate, et sont contraints de dire aujourd'hui que la gestion de l'austérité n'est plus un danger.

Au CCN de juillet 1981, la brochure *le Débat ignoré* est au centre des débats. Elle recueillait les textes unitaires du débat passé, publiés dans la presse, refusés par *la Vie ouvrière* et *le Peuple*. La thèse du complot contre la CGT évite aux dirigeants un retour critique sur leurs positions passées, tandis que le tournant est pris : la CGT est désormais dans la majorité présidentielle. Dorénavant, pour la direction confédérale, comme pour le PC, les travailleurs n'ont pas voté pour les revendications les plus radicales, celles défendues par le candidat Marchais. La CGT « en tient compte », et accepte comme cadre de son action la plate-forme électorale de Mitterrand. Ce véritable recentrage indique la valeur que les dirigeants confédéraux attachent à leur propre programme : avant-hier, ce dernier était remplacé par le Programme commun ; hier, il servait d'outil anti-PS ; aujourd'hui, il est au frigidaire, dans l'attente du déroulement de « l'expérience en cours ». La position actuelle de la CGT est guidée par un souci : servir de faire-valoir aux réalisations des ministres communistes. Dans ce but, elle est prête à affronter des grèves qui échapperaient à son contrôle, et qui touchent des secteurs attachés aux ministères tenus par le PCF. C'est aussi dans ce sens qu'il faut interpréter les déclarations de Fiterman en novembre, suivies de celles de Krasucki. Tous deux, le ministre d'Etat et le secrétaire général de la CGT, ont condamné les grèves de la SNCF et d'Air-France. Elles étaient trop radicales. Elles exigeaient les trente-cinq heures et des augmentations substantielles de salaire... Les « gauchistes » sont désormais l'ennemi principal, et les dangers bien réels de gestion de l'austérité sont oubliés. Dans le même temps, la CGT laisse se développer des luttes dans le sec-

teur privé, comme à Renault ou à Peugeot. Mais, dès qu'elles sont au seuil de la généralisation, elle intervient pour les étouffer. C'est vrai à Billancourt. A Renault-Sandouville, des permanents fédéraux de la métallurgie ont tenté d'imposer la reprise du travail malgré l'avis des ouvriers.

La CGT cherche à se tailler d'importantes places dans les nouvelles entreprises nationalisées. Elle cherche des postes dans les conseils d'administration. C'est au nom de cette chasse aux jetons de présence qu'elle a remisé l'ensemble de ses revendications sur les nationalisations. Comme dit Krasucki, *« la CGT en demande plus, mais faisons déjà les vôtres »*.

La CGT n'a maintenu qu'un seul cap : celui de la division. Si la différence est finalement mince entre l'orientation CFDT et celle suivie par la CGT, cette dernière dénonce plus que jamais la première. Maire fait-il des reproches au gouvernement ? Séguy monte en ligne pour le dénoncer. L'unité n'est pour la CGT qu'un biais tactique, commode quelque temps. A Billancourt, au début de la grève de plusieurs ateliers, le syndicat CGT est venu chercher par la manche la CFDT, et même FO et la CFTC, pour ne pas avoir seule la responsabilité du mouvement. L'action des OS se généralise-t-elle ? Le même syndicat CGT dénonce les délégués CFDT entourés de « gauchistes ».

La première centrale syndicale du pays est vouée à n'avoir de ligne qu'à court terme. Sans stratégie de lutte, elle refuse l'organisation d'un mouvement unitaire, de la base au sommet, qui seul garantirait les changements. Elle est tributaire de la présence du PCF au gouvernement, qu'elle suit « pas à pas ». Elle limite son rôle aujourd'hui à celui d'un commentateur de presse, analysant les aspects « positifs » ou « négatifs » des mesures gouvernementales. Si, demain, l'alliance PS-PC est dénoncée, elle emboitera le pas, prenant un tournant de plus...

De nouvelles contradictions

La CGT s'expose à des contradictions majeures. Beaucoup de syndicalistes chercheront des réponses à une situation dans laquelle la direction cégétiste les désarme. Nombre d'entre eux sentent la nécessité d'un vaste mouvement unitaire, de la base au sommet, qui est la seule garantie « pour que ça change vraiment ». La CGT s'en tient à un suivisme vis-à-vis des ministres communistes ; ce faisant, elle creuse elle-même le fossé qui la sépare des aspirations immédiates des travailleurs. Floués par l'entrée brutale du PC au gouvernement, les militants communistes ne peuvent pas peser sur la politique de leur parti. Ils auront tendance à exprimer leurs divergences dans la CGT, surtout au moment où la gestion de l'austérité par le PC et le PS entrera frontalement en contradiction avec les besoins immédiats des travailleurs. La fraction du PC dans la CGT aura toutes les peines du monde pour les homogénéiser autour du projet gouvernemental. Le développement de la crise économique va jouer dans la CGT comme un accélérateur de la crise interne. La direction de la CGT doit désormais tenir compte du poids politique du PS. Hier favorable aux unitaires, le PS semble aujourd'hui devoir peser plus par sa force ministérielle et son rapport de forces politique favorable face au PC. Il est possible que le PS projette d'occuper un nombre de postes plus important dans les instances nationales de la confédération. Son intention pourrait être de constituer une véritable « minorité de blocage » au sommet. Au contraire, à la base, les militants socialistes seront dans une position peu confortable, à la fois dirigeants syndicaux, et représentants dans l'entreprise du parti majoritaire. Le peu de démocratie régnant au PS les amènera également à choisir le terrain syndical pour manifester leur fidélité aux intérêts de la classe ouvrière.

Le régime intérieur de la CGT n'est plus l'objet d'un consensus silencieux. Le souvenir de la petite ouverture démocratique du 40e Congrès rend encore plus cuisant le verrouillage que la direction fait peser dans la centrale. Au moment où tous parlent de démocratie, à la télé, dans la vie du pays, la CGT renforce le caractère hyper centralisé de son organisation. C'est l'un des enjeux du 41e Congrès de juin 1982. Ce mouvement centralisateur, enlevant aux syndicats leur autonomie, entre immédiatement en conflit avec des milliers de cadres syndicaux, des milliers d'adhérents porteurs de débats intenses. L'unité au sommet réalisée par le PC et le PS accuse davantage une division syndicale qui demeure incomprise. Pourquoi cette division maintenue alors que l'unité politique est réalisée, se demandent nombre de cégétistes ?

Dernière contradiction, mais non des moindres : le ralliement à la majorité présidentielle implique une révision en baisse immédiate et soudaine de ses objectifs revendicatifs, au moment où le chômage et l'inflation avancent sans obstacle sérieux. Dès juillet, sans signer le protocole avec le CNPF sur les trente-neuf heures, la CGT avançait les trente-huit heures, abandonnant la revendication des trente-cinq heures inscrite dans son programme.

Pour faire passer cette révision, la direction confédérale laisse flotter les instances de base, et parfois même les fédérations, sans les obliger tout de suite à réviser en baisse les revendications. Mais elle « verrouille » au sommet sur sa nouvelle orientation. Elle accepte le cadre des négociations par branche sur la réduction et l'aménagement du temps de travail, en excluant toute mobilisation nationale contre le CNPF. Ce recentrage « en souplesse » ne peut qu'accroître l'hétérogénéité et le fractionnement au sein de l'appareil lui-même.

Ce recentrage CGT se manifeste sur le terrain des nationalisations. Leur extension, le nombre des sociétés à nationaliser, étaient inscrits dans son programme de novembre 1978. Elles étaient présentées comme une mesure anticapitaliste fondamentale. L'acceptation, dès juillet, par la direction confédérale et les directions de fédération de la nationalisation des seules maisons-mères, sans leurs filiales, est une révision spectaculaire. Dans des entreprises comme Thomson et Saint-Gobain, des pétitions revendiquant la nationalisation sont apparues. La CGT, localement, peut s'investir dans cette démarche. Nationalement, elle fait la sourde oreille à cette aspiration, au nom du respect de l'expérience en cours. Sur les salaires, la CGT se tait. Accompagnant le gouvernement, elle ne répond pas centralement aux exigences immédiates.

Les responsabilités de l'opposition

Des congrès d'unions départementales, comme ceux de la Manche, d'Eure-et-Loir, du Loiret, de Seine-Maritime, ont montré des directions régionales sans perspectives et sans ligne d'intervention. Des syndicalistes ont posé les débats centraux : l'attitude de la CGT face au gouvernement, la nécessité d'un mouvement unitaire pour les revendications, l'unité syndicale, la démocratie et l'indépendance face au gouvernement. Les directions d'UD ont esquivé, réduisant les congrès à des formalités administratives. Au CCN d'octobre, le même scénario se déroula. Un feu roulant et convergent de critiques se concentra sur la direction Krasucki-Séguy. Des membres du bureau confédéral, des membres de la CE, des dirigeants de fédérations et d'UD posèrent tous ces problèmes. Ils voulaient qu'un débat s'engage sur le bilan de la direction. Krasucki répondait en expliquant qu'il y avait deux lignes dans la CGT. Il s'en prit au seul Moynot, pour n'avoir pas à répondre aux autres à la fois. Il apparaissait clairement, à l'issue de cette réunion nationale, que l'objectif de Krasucki se bornait à sélectionner dans la CGT un appareil sûr, fiable, en prévision d'échéances sociales qui bousculeront la CGT.

Dans ce contexte, l'opposition née autour de l'Appel de Marseille semble avoir une responsabilité majeure. Sitôt après ce CCN, J.-L. Moynot et C. Gilles démissionnaient du bureau confédéral. Puis, J. Lambert entrait comme chargée de mission au cabinet de N. Questiaux. Moynot fut aspiré dans le cabinet de Rocard, et C. Gilles dans celui d'Y. Roudy. Cette décantation par le vide laisse à l'opposition de base, dans les syndicats, un rôle majeur. Si elle vit le jour autour d'une démarche centrale commune (chasser Giscard), si elle regroupait à la fois des syndicalistes et des syndicats entiers, elle tend à devenir un courant assis sur les structures syndicales. Elle a passé le cap du 10 mai avec succès. L'opposition devient une force attractive pour des dizaines de cadres syndicaux, pour des syndicats, qui cherchent là des orientations préservant l'unité du syndicalisme, réaffirmant les revendications et l'indépendance de la CGT. Aussi est-il prévisible que sa manière de répondre à la confédération ne soit pas cantonnée à l'expression d'une divergence sur un seul thème. Elle devrait fournir l'embryon d'une réponse globalement alternative à l'orientation confédérale. Il est certain que cette opposition sera sollicitée pour intervenir dans des conflits locaux et nationaux, et sur des échéances parlementaires concernant le temps de travail, les salaires ou la Sécurité sociale. Elle devra lutter également contre la désaffection syndicale, accélérée par le discrédit résultant de l'engagement de la CGT aux côtés du PC. Fournissant une perspective immédiate, cette opposition semble jouer un rôle positif dans le maintien des effectifs syndicaux et dans leur développement. Ainsi, ses tâches sont dorénavant multiples. Elle ne les remplira que si elle parvient à un enracinement supérieur dans la CGT, basé sur une structuration locale permanente, sur les syndicats, les UL, voire les UD.

Dossier

LA SECURITE SOCIALE

COMMENTANT les mesures gouvernementales en préparation, *le Figaro* du 31 octobre dernier titrait : *« Sécurité sociale : le gouffre »*. La presse patronale et de droite ne cesse d'attaquer sur ce thème. *Les Echos* du 31 août écrivaient, par exemple : *« Moins de trois mois après sa prise de pouvoir, voici la majorité confrontée à un déficit de la Sécurité sociale de sept milliards de francs (...) Si elle était assez sage pour regarder la vérité en face, elle oserait enfin ce qu'aucun des gouvernements de la IV^e^ puis de la V^e^ République n'a voulu faire : à savoir mettre radicalement en question un système de protection sociale aussi anachronique que ruineux. Et plutôt que de se retourner vers les entreprises ou les simples cotisants pour leur demander un effort supplémentaire, elle proposerait la substitution d'un mécanisme d'assurance volontaire, qui permettrait à chacun de choisir le type de protection sociale qu'il souhaite, au système d'assurance obligatoire actuel dont la ruine est inéluctable à plus ou moins long terme (...) La Sécurité sociale ne peut s'adapter aux exigences de l'économie moderne. Elle est condamnée. »*

Détruire la Sécurité sociale, revenir au système de l'assurance privée, comme pour la voiture ou les dégâts des eaux, tel est le but du CNPF, qu'il maintient aujourd'hui. Plus les échéances financières se feront pressantes et plus la droite montera à l'assaut. C'est que les sommes en jeu sont énormes. Les sommes à trouver (ou à économiser) dans les trois prochaines années vont représenter plus de 100 milliards de francs, c'est-à-dire trois fois le montant des indemnidations versées aux capitalistes touchés par la loi de nationalisation ! Or, le gouvernement Mauroy ne peut échapper à ce dilemme, faire payer les patrons ou les travailleurs.

Faire payer les patrons : pour cela il faut mobiliser les travailleurs pour briser leur résistance. Faire payer les travailleurs, c'est augmenter les cotisations, diminuer les prestations, contrôler et réprimer les malades. Une telle politique, si elle est mise en œuvre, se heurtera inéluctablement à la résistance farouche des travailleurs.

Pour comprendre le sens et l'enjeu de ce combat, il est indispensable de revenir sur certaines notions qui sont répétées dans le mouvement ouvrier sans que leur contenu soit toujours clairement perçu. Salaire différé, conquête des travailleurs, droit à la santé, si l'on ne précise pas ces notions on ne peut comprendre la réalité actuelle ni avancer des mots d'ordre corrects.

Née avec le mouvement ouvrier

Contrairement à d'autres pays où la Sécurité sociale est apparue à la fin du XIX^e^ siècle et a pris le caractère d'un service public, en France, les premières mutuelles fraternelles furent organiquement liées au mouvement ouvrier. Leur rôle était :
— de défendre l'intégrité physique du prolétariat, c'est-à-dire sa force de travail ;
— d'organiser une solidarité de classe concrète ;
— de tourner la loi Le Chapelier qui interdisait aux travailleurs de s'organiser.

A ce titre, les premières mutuelles furent longtemps en butte à l'hostilité de la bourgeoisie. Comme le rappelle le professeur Dupeyroux (*Droit de la Sécurité sociale*, p. 87) : *« A l'origine, l'idée même de Sécurité sociale, radicalement contraire aux canons du libéralisme, fut violemment contestée par les classes aisées qui prétendirent y voir une atteinte intolérable à l'autodétermination de chacun, un encouragement à l'imprévoyance, etc. Dans une deuxième étape, le principe en fut accepté mais au seul usage du prolétariat. La bourgeoisie y vit une institution typiquement ouvrière dont aucun de ses membres n'aurait envisagé de réclamer le bénéfice ! »*

Après le sabotage de la loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, il fallut attendre les lois de 1928-1930 sur les assurances sociales pour qu'apparaisse une première mouture de Sécurité sociale. Or, les mutuelles comptaient déjà 5 337 000 membres en 1913 et 8 224 000 en 1930.

La Sécurité sociale est donc apparue comme une conquête des travailleurs, liée organiquement au mouvement ouvrier. Les ordonnances de 1945 transformant les assurances sociales en Sécurité sociale n'ont pas modifié ce caractère. C'est que la recons-

truction de l'Etat bourgeois nécessitait le concours des appareils des organisations ouvrières. Néanmoins, pour limiter la portée des positions qui leur étaient concédées, la composante MRP (bourgeoise) du gouvernement d'union nationale combattit farouchement le principe d'une caisse unique gérant tous les risques maladie, invalidité, maternité, vieillesse. Le MRP fut aidé dans cette entreprise par le ministre communiste du Travail, Ambroise Croizat. Avec l'avènement de la Ve République commence une nouvelle phase marquée par les attaques contre les conquêtes de 1945, accompagnées de mesures destinées à réduire le pouvoir des conseils d'administration. Les principales étapes sont les décrets de mai 1960 qui les soumettent à une tutelle ministérielle, puis les ordonnances de mai 1967 qui, sous couvert de parité (50 % de représentants patronaux, 50 % de représentants des salariés) donnent en fait la majorité au patronat. Mais ce n'est pas seulement le processus de conquête de la Sécurité sociale qui fonde le mot d'ordre : *La Sécu aux travailleurs*. C'est surtout l'origine de ses ressources.

Elle appartient aux travailleurs

Les cotisations de Sécurité sociale sont un salaire indirect, c'est-à-dire de l'argent qui appartient aux travailleurs. De ce point de vue, la distinction entre « part patronale » et « part ouvrière » est fausse, car, pour le patron, le salaire (ou, pour parler son langage : les charges sociales) se compose du salaire net plus les cotisations sociales. C'est là-dessus qu'il se base lors des conflits ou négociations de salaire.

Pourtant la distinction entre « part patronale » et « part ouvrière » n'est pas complètement artificielle. Si l'on prend la formule :

SALAIRE TOTAL	=	SALAIRE DIRECT	+	SALAIRE DIFFERE
		(salaire net perçu par le travailleur)		(part « ouvrière » + part « patronale » des cotisations)

on s'aperçoit que :

— l'augmentation du salaire direct entraîne une augmentation des deux parts du salaire différé, donc du salaire total ;

— une augmentation (en %) de la part dite patronale, si elle n'entraîne pas d'augmentation du salaire direct (salaire net), entraîne une augmentation du salaire total ;

— par contre, une augmentation de la part dite ouvrière n'augmente pas le salaire total, dont le montant reste inchangé, mais diminue le salaire direct au profit du salaire indirect.

Ces notions fondamentales entraînent les conséquences suivantes : les cotisations de Sécurité sociale sont un élément du salaire. En tant que tel, elles appartiennent aux travailleurs. Les patrons n'ont aucun titre à participer à la gestion de fonds qui sont la propriété de la classe ouvrière. Ils ne sont pas cotisants. D'où la justesse du mot d'ordre : *La Sécurité sociale aux travailleurs. Les patrons hors des conseils d'administration.*

Cet argent n'appartient pas à l'Etat. Par conséquent, il ne doit pas en disposer. Or, c'est ce qu'il fait (en imputant des charges indues au régime général). L'Etat n'a pas à soumettre des organismes qui gèrent l'argent des travailleurs à sa tutelle. Il faut donc non seulement réclamer l'abrogation des ordonnances de 1967, mais aussi les décrets de mai 1960. Si l'on examine l'attitude des organisations ouvrières à ce sujet, on voit que FO est partisane du maintien du paritarisme, c'est-à-dire de la gestion patronale ; CGT et CFDT, qui réclament l'abrogation des ordonnances de 1967, sont pour le maintien des patrons au sein des conseils d'administration. Aucune centrale syndicale ne réclame l'abrogation des décrets de mai 1960.

Le pillage de la Sécurité sociale

Patrons et représentants gouvernementaux ne se sont pas emparés des leviers de commande de la Sécurité sociale pour la gérer mieux, mais pour en détourner les fonds. Ils l'ont fait :

— en imposant à la Sécurité sociale des charges indues qui relèvent normalement, du budget de l'Etat ;

Quand la droite et les patrons font du social

(Extrait de l'exposé des motifs du projet de loi Labbé-Falalla, RPR, devenu loi du 12 juillet 1977, sur l'abaissement de l'âge de la retraite pour les salariées.)

« Il est certain que la véritable tâche de la femme c'est celle qu'elle accomplit chez elle et que notre société perd grandement de sa valeur, de son âme, en imposant aux femmes pour des motifs matériels de travailler hors de chez elle. Toutefois ce n'est pas tellement par des arguments sociaux et moraux que se justifie l'abaissement de l'âge de la retraite pour les femmes salariées. C'est principalement par des arguments économiques.

« Est-ce que les femmes salariées de plus de 55 ans sont des agents économiques actifs ? Evidemment non ! Fatiguées, souvent malades, elles attendent l'âge de la retraite... Les employeurs les gardent parce qu'il serait scandaleux de les renvoyer... Mais il serait beaucoup plus profitable pour l'économie française de les rendre à leur foyer à 60 ans. Telles sont les raisons. », etc.

En somme, quand le patron a pressé le citron, c'est la Sécurité sociale qui doit payer les frais d'entretien des femmes usées par le travail. Voilà ce qu'affirment ces représentants de la droite, si soucieux de la valeur et de l'âme de notre société.

Dossier

— en imposant la TVA sur les produits pharmaceutiques et sur les constructions sanitaires et hospitalières. C'est un impôt particulièrement scandaleux sur la maladie et la Sécurité sociale ;
— en imposant au régime général la charge du déficit des régimes spéciaux (mines, SNCF) qui incombent à l'employeur ;
— en imposant au régime général de subventionner les autres catégories de la population, commerçants, artisans, exploitants agricoles, non salariés.

La compensation entre le régime général et les divers régimes de salariés et non salariés a représenté 11 745 milliards de centimes en 1977, 13 712 milliards de centimes en 1978, 13 611 milliards de centimes en 1979. (Voir tableau.)

Pour concrétiser par un exemple précis, prenons le cas de l'hospitalisation qui représente 57 % des dépenses de l'assurance maladie. Alors que les conseils d'administration des caisses ne peuvent engager de dépenses sans l'accord du ministère de tutelle, l'Etat fixe par décret les prix de journée des hôpitaux et décide ainsi sans contrôle ce que la Sécurité sociale devra payer. Cela va même plus loin puisque la Sécurité sociale participe au financement des constructions hospitalières. Ainsi, pour l'institut Gustave Roussy de Villejuif, le gouvernement avait approuvé le projet d'extension et de transfert. Il promettait de subventionner une première tranche à 50 % et une deuxième à 40 %, soit 950 millions de francs actuels. Revenant sur ses engagements, il avançait seulement 50 millions, soit 4 % sur un total de 1.21 milliard. La facture : 676 millions pour l'institut, à récupérer sur les prix de journée. 484 millions pour la Sécurité sociale et 50 millions seulement pour l'Etat, qui sera bénéficiaire car, en outre, il récupérera 240 millions de TVA sur la construction !

Il y a plus grave : les 484 millions que paye la Sécurité sociale seront compris en amortissements dans le prix de journée. Finalement, la Sécurité sociale payera cette somme deux fois ! Les diverses TVA sur les constructions hospitalières comme sur les médicaments ont rapporté, en 1979, 5 milliards. Ces formes de pillage montrent qu'aujourd'hui il est parfaitement possible de revenir à une situation largement excédentaire permettant de développer les prestations si l'Etat rembourse les charges indues et oblige les patrons à payer leurs dettes.

Charges résultants de la compensation des non-salariés et des salariés

COMPENSATION DES NON SALARIES		Exercice 77	1978	1979
Exploitants agricoles	=	6254 millions	6838 millions	
Régime des non salariés non agricoles	=	1756	872	
Fonds spécial	=	539	604	
TOTAL	=	8549	8309	
COMPENSATION DES SALARIES				
Maladie et AT : Salariés agricoles	=	1856	1755	2152 millions
SNCF	=	936	1185	1482
Mines	=	794	983	1177
Gens de mer	=	115	147	177
Militaires de carrières	=	100	127	143
Mines compensation	=			1269
AT Mines	=	1423	1590	1809
		AT agricole	104 AT agricole	233
TOTAL	=	5229	5933	8498
Vieillesse : Salariés agricoles	=	2380	3414	3593
Compensation	=	1793	1825	5455
TOTAL	=	4173	5239	9048
RECAPITULATIF				
Non salariés	=	8549	8309	
Salariés : maladie-AT	=	5229	5933	9048
Vieillesse et compensation	=	4173	5239	8498
TOTAL	=	17 951	19 481	17 545
Déduction du prélèvement sur les recettes de l'Etat	—	6206	5769	3935
Charges nettes supportées par le régime général		11 745	13 712	13 611

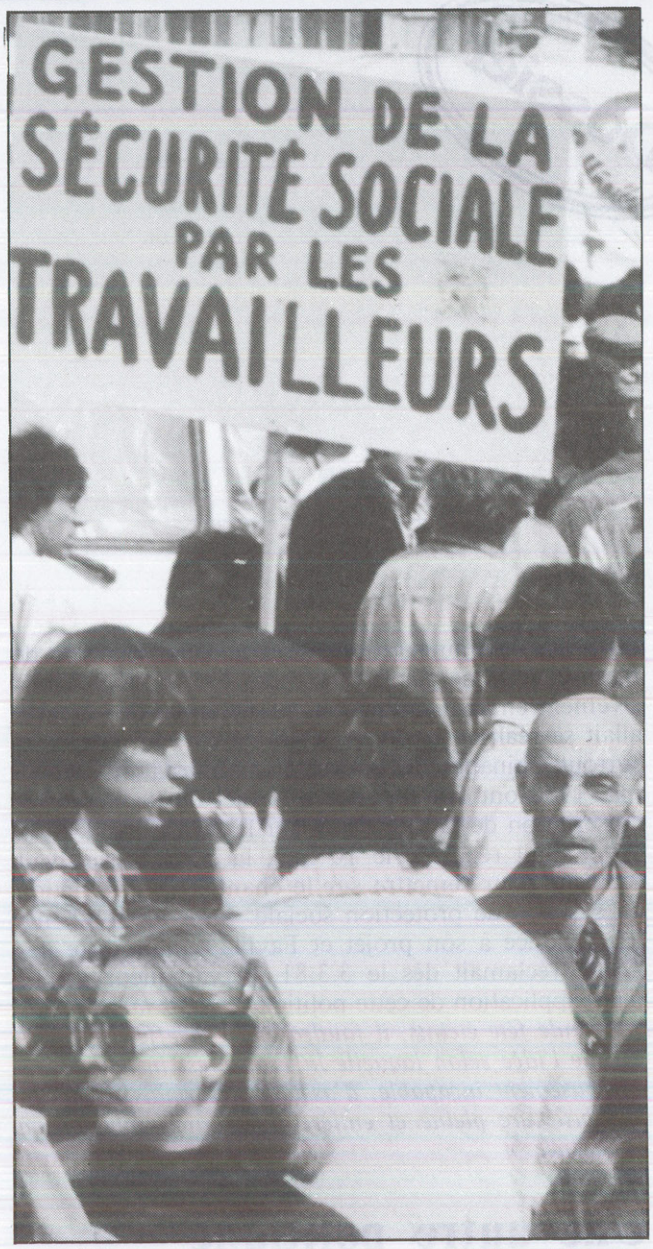
La nationalisation sans indemnité ni rachat des trusts pharmaceutiques permettrait de réduire d'au moins 30 % les dépenses en médicaments. Or, le *Projet socialiste* prévoit dans son point un sur les réformes : *« Une intervention plus forte de l'Etat qui remboursera sans délai les dépenses indues. »* Mais, pour le moment, le gouvernement préfère recourir à l'augmentation des cotisations salariales. On pourrait faire le tour de l'ensemble des postes et partout on aboutirait aux mêmes constatations : que l'Etat et les patrons remboursent, il n'y aura plus de déficit.

Mais les patrons peuvent-ils payer ? Une augmentation de leurs dépenses sociales n'entraînerait-elle pas une charge insupportable ? On peut répondre à cette question en se basant sur les chiffres de l'INSEE : non ! Les dépenses sociales par rapport au produit intérieur brut (PIB) représentent 29.3 % en RFA, 27.9 % aux Pays-Bas et seulement 22.7 % en France. L'indice du coût de la main-d'œuvre (salaire direct plus charges sociales) s'établit en France sur la base 100, en RFA sur la base 126, aux Pays-Bas sur la base 139. Ce qui veut dire qu'avec la même somme un patron hollandais paie quatre ouvriers pendant qu'un patron français en paye sept ; un patron allemand, quatre, pendant qu'un patron français en paye cinq !

Les propositions du PS

Une autre proposition du *Projet socialiste* qui semble parfois séduisante est en fait très dangereuse. Il s'agit de ce que l'on appelle budgétisation et fiscalisation. La fiscalisation consisterait à substituer des recettes d'impôt à la place des cotisations sociales. En fait, une augmentation de la TVA compenserait une diminution des cotisations employeurs. Cela aboutirait, selon les partisans de cette réforme, à ne pas pénaliser les entreprises de main-d'œuvre. Les raisons invoquées ne résistent pas à un examen sérieux. Les entreprises de main-d'œuvre et celles qui emploient peu de salariés n'entrent pas en concurrence. D'autre part, en ce qui concerne la concurrence internationale, la comparaison avec la RFA et les Pays-Bas montre que les entreprises de main-d'œuvre ne sont pas particulièrement défavorisées. La budgétisation est beaucoup plus complète que la fiscalisation. Il s'agit de transformer les cotisations sociales en impôt et d'inclure la Sécurité sociale dans le budget de l'Etat. Ce système serait encore plus nocif que le précédent. En premier lieu, les recettes et dépenses, c'est-à-dire les cotisations et les prestations, seraient décidées par l'Etat, et la Sécurité sociale ne serait plus aux travailleurs. En second lieu, si les cotisations étaient maintenues cela signifierait qu'un impôt sur les salariés égal à trois fois le produit de l'impôt sur le revenu de ces mêmes salariés servirait à financer les dépenses de santé de l'ensemble du pays, quand il ne serait pas détourné vers des dépenses administratives ou militaires comme l'a été la vignette automobile destinée à l'origine au fonds national de solidarité. Enfin, les compléments de recette prévus sont basés sur la TVA, c'est-à-dire un impôt indirect qui est la forme la plus inégale d'imposition.

Mais le pillage des fonds de la Sécurité sociale ne règle pas le problème pour le patronat. Ce qu'il veut,



c'est détruire jusqu'aux fondements la Sécurité sociale comme conquête des travailleurs. De même que le chômage rend les travailleurs plus dociles à l'exploitation, l'absence de toute garantie en cas de maladie devra les inciter à travailler jusqu'à l'extrême limite de leurs forces et à avoir recours pour se soigner, lorsqu'ils ne peuvent plus faire autrement, à l'épargne individuelle.

Les plans de la bourgeoisie ont visé à remettre en cause le droit à la santé. Comment ? Dans un premier temps, en liant l'évolution des dépenses de santé à celle du produit intérieur brut et en les limitant. Les Français doivent dépenser tant de pourcentage pour la santé comme ils dépensent tant de pourcentage pour leur habillement ou leurs vacances. Ensuite, une part toujours croissante de dépenses complémentaires devait être couverte par une assurance privée individuelle s'ajoutant à la Sécurité sociale et aux mutuelles. Une fois le système mis en place, il suffisait de moduler entre les trois composantes de la couverture sociale pour réduire progressivement l'institution que nous connaissons actuellement à un double rôle de protection minimum et d'aide aux indigents. Il est évident que la budgétisation de la Sécurité sociale fournissait le cadre permettant cette évolution au travers du vote de la loi de finances et de son application

Dossier

confiée à l'administration après le vote. Ce type de mesure, réclamé par le CNPF dès 1954, mis progressivement en application sous le septennat de Giscard, allait se réaliser à travers les projets de loi Berger et surtout Chinaud. Les grèves et manifestations du 13 mai 1980 ont fait reporter le projet de loi Berger et l'inscription de la discussion sur la loi Chinaud. Si la droite était repassée le 10 mai, la bourgeoisie avait sept ans pour remettre sur le chantier la destruction du système de protection sociale. Mais le CNPF n'a pas renoncé à son projet et Favilla, éditorialiste des *Echos*, réclamait dès le 3.3.81 du vainqueur du 10 mai l'application de cette politique : *« Les lampions de la grande fête éteints, il faudra bien, en effet, se pénétrer de l'idée selon laquelle la France est incapable, rigoureusement incapable, d'assurer désormais à chacun la couverture pleine et entière des risques inhérents à l'existence. »*

Une autre politique de santé est possible

L'échec de la droite le 10 mai a donné la possibilité de faire une autre politique. Les mesures que nous détaillons ne sont pas une invention de militants révolutionnaires. Elles ont été réclamées à maintes et maintes reprises par les syndicats ouvriers et par les partis PC-PS dans leurs programmes. Lorsque ces revendications étaient avancées par ces grandes organisations, il manquait le moyen politique de les faire aboutir car l'Etat était aux mains du patronat.

Tous les dirigeants des organisations ouvrières, lorsqu'ils parlent de la Sécurité sociale, ne manquent pas de rappeler qu'il s'agit de l'argent des travailleurs. Ils doivent en tirer les conclusions :

— non à l'augmentation des charges des assurés ;

— non à la fiscalisation et à la budgétisation de la Sécurité sociale ;

— exclure les patrons des conseils d'administration des caisses et non pas en garder 25, 40 ou 50 %. Les mutuelles patronales ne sont pas gérées par les ouvriers ;

— l'Etat n'a pas à contrôler par la tutelle ou à décider comment l'argent des travailleurs sera dépensé dans les soins de santé. Tous les organismes de tutelle doivent être démantelés. La tutelle s'applique aux mineurs. Y a-t-il deux catégories de citoyens, les patrons capables de gérer eux-mêmes leurs affaires et les salariés qui seraient de grands enfants ayant besoin d'un tuteur ?

— remboursement immédiat des dettes patronales. Création d'un fonds de garantie des employeurs financé par une cotisation exclusivement patronale et se substituant aux employeurs défaillants pour payer les cotisations dues à la Sécurité sociale et aux mutuelles ;

— les dépenses de santé des autres catégories de la population relèvent du budget de l'Eat. Les salariés n'ont pas à entretenir sanitairement l'ensemble de la population ;

— les cotisations de Sécurité sociale n'ont pas à subventionner les activités telles que formation des personnels médicaux et paramédicaux, ce qui relève du budget de l'Etat ;

— la TVA sur les produits pharmaceutiques et sur les constructions sanitaires, cet impôt sur la maladie doit être immédiatement abrogé.

La nationalisation des trusts pharmaceutiques et leur fusion en un organisme unique permettrait de supprimer une majorité de médicaments inutiles et coûteux. Elle mettrait fin à des formes parasitaires telle la publicité médicale. La Sécurité sociale pourrait ainsi jouer pleinement son rôle de préservation de la force de travail. Elle pourrait, en outre, en mettant les techniques modernes informatiques au service d'une véritable politique d'information et de recherche, élever l'état sanitaire de la population. Pour ne prendre qu'un exemple, les archives de la Sécurité sociale permettraient, par un traitement informatique des médicaments pris et des arrêts maladie, d'avoir une vue beaucoup plus complète que n'importe quel institut de recherche médicale aujourd'hui sur l'efficacité thérapeutique comparée des divers traitements.

Enfin, les tâches que nous venons d'énumérer nécessiteraient, comme le prévoyaient les programmes ouvriers de la Résistance, la création d'une caisse unique gérant les risques maladie, maternité, vieillesse, des travailleurs salariés, auxquels s'ajouterait le risque chômage. Les administrateurs seraient présentés par les organisations syndicales ouvrières, élus à la proportionnelle. Cela premettrait de faire échapper le secteur maladie à l'économie capitaliste, qui traite la santé comme une source de profit et les malades comme des objets consommateurs de marchandises. Pour être complète, une telle évolution suppose une profonde transformation des rapports avec les secteurs médical, paramédical et hospitalier organisés en service public échappant également au système du profit.

Dossier réalisé par la branche Sécurité sociale de la LCR

Prochain dossier :

Le centenaire de l'école laïque.

L'école privée en France.
La nationalisation de l'enseignement.

Premiers enseignements de la rupture Lambert-Moreno

La lettre ouverte du bureau du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale aux organisations et militants du Comité international que nous publions ci-après est consacrée à l'éclatement de ce regroupement constitué en 1980 par l'OCI française et le PST argentin, après une scission fomentée par ces organisations dans les rangs de la IV[e] Internationale et notamment de sa section française, la LCR. A première vue, une évolution aussi rapide du Comité international, en moins d'un an, peut surprendre.

« Communication aux camarades du comité exécutif. Le PST argentin a décidé d'ouvrir un bureau en France afin d'organiser la diffusion de ses positions et de son combat (...) Le comité exécutif considère cette communication comme un acte scissionnistes. » (30.10.1981). En décembre 1980, Pierre Lambert parlait *« d'un bond en avant comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire de la IV[e]. »* Aujourd'hui, Stéphane Just dénonce, dans le *Bulletin international* de discussion, *« une volonté criminelle de scission »*. Ces phrases pourraient prêter à sourire, mais il est plus instructif de se pencher sur la façon dont les processus historiques se jouent de ceux qui pensent qu'une unification dépend de la volonté de dirigeants d'exécuter de grands « bonds en avant » par-dessus les principes pour construire l'Internationale, parti mondial de la révolution.

Car l'unification du courant animé par l'OCI et son appendice entriste dans la LCR (la TLT) avec le PST argentin fut une unification sans principe. Sur la révolution nicaraguayenne, le dénominateur commun était une attitude de méfiance envers la révolution, n'incluant aucune tâche pratique, si ce n'est la « défense des trotskystes emprisonnés ». Les thèses programmatiques élaborées pour « la conférence mondiale » étaient des rappels historico-politiques de généralités et non des analyses concrètes communes de la dynamique mondiale de la révolution.

Même sur la révolution sandiniste, la position similaire partait d'approches différentes. Fidèle à son attitude sectaire traditionnelle de condamnation des mouvements révolutionnaires dès lors qu'ils ne sont pas dirigés par des trotskystes — attitude qui l'avait amenée à découvrir 19 ans après une révolution sociale à Cuba — l'OCI faisait allègrement l'amalgame, FSLN = courant nationaliste petit-bourgeois, donc contre-révolutionnaire, donc à condamner.

Pour Moreno, l'attitude envers le FSLN n'était pas dictée par sa nature (les mouvements nationalistes petit-bourgeois ne lui ont jamais fait peur) mais par l'expulsion de la brigade Simon Bolivar après ses agissements au Nicaragua.

La faillite des « reconstructeurs »

Ainsi nulle discussion n'eut lieu au sein du Comité international sur le Nicaragua, ni sur le Salvador, ni sur l'Iran, ni sur la situation en Europe. Dans ces conditions, la dissolution des tendances et fractions ne recouvrait pas un accord politique mais un refus d'organiser la discussion, un rejet des bases du centralisme démocratique. Une telle discussion aurait nécessité non seulement la vérifica-

tion des analyses programmatiques, mais aussi une mise en œuvre, pratique, commune du travail de masse. Elle supposait en plus que l'OCI ouvre en son sein la libre discussion sur les bases du centralisme démocratique. Mais dans l'OCI le droit de tendance et de fraction existent à condition de ne jamais s'en servir.

Cette situation entraînait dans le Comité international un mode de fonctionnement « au consensus », pour les sections les plus importantes tout au moins. Ce type de fonctionnement était bien adapté à un mode d'analyse commun s'en tenant aux généralités. Mais plus il touchait aux tâches concrètes, plus il était gros de divergences que les structures du Comité international transformaient inévitablement en sources de conflits.

Le seul accord concret concernait l'appréciation négative de la IV^e^ Internationale comme source du péché révisionniste dans les rangs de la IV^e^, comme seul facteur d'homogénéisation du Comité international. Encore, pour arriver à cet accord, Moreno avait-il dû renier sa participation à la réunification de la IV^e^ Internationale en 1963, tandis que l'OCI renonçait à une découverte toute récente, selon laquelle la IV^e^ Internationale et le CORQI formaient deux branches du trotskysme.

L'apparition de divergences au sein du Comité international a concerné d'abord l'Amérique centrale et s'est poursuivie sur la Pologne puis sur la tactique de front unique anti-impérialiste, pour culminer dans les divergences sur la situation française. Sur toutes les questions concrètes que la lutte de classes mondiale a posées à l'avant-garde, il y a eu division sur les caractérisations comme sur les tâches. Ainsi se faisait la démonstration que le mode de fusion sans principe contenait en lui-même un facteur de scission sans plus de principe. La preuve était faite que la fusion ne peut procéder de simples accords de directions.

La LCR est consciente que la dispersion en plusieurs courants des forces se réclamant du trotskysme est un obstacle sérieux à la construction de partis révolutionnaires de masse. Mais en même temps, le dernier avatar des « reconstructeurs de la IV^e^ Internationale » montre que l'on ne peut avancer indépendamment des obstacles réels sur la voie de l'unification. Celle-ci suppose, au contraire, que la situation soit clarifiée sur plusieurs points. La question du centralisme démocratique est bien entendu la première. Là-dessus, l'OCI et la LCR ont des pratiques pour le moins différentes. Lambert déclarait en 1979 (interview à *Rouge* n° 868) : *« Nos statuts reconnaissent le droit de tendance et le droit de fraction. Mais le droit de tendance ne conduit pas obligatoirement à la création de tendances (...) La dernière fois (qu'il y a eu une tendance à l'OCI) c'était la tendance Bleiptreu-Lequenne en 1953. »* L'existence ou non de tendances n'est pas une simple question de circonstance ou de technique de fonctionnement. Comme l'expliquait Trotsky : *« A travers les formes d'organisation, la politique se manifeste ; à travers la politique, se dévoile le programme ; et dans le programme, notre théorie trouve son expression . »* Les difficultés actuelles du Comité international illustrent en négatif l'actualité de cette affirmation.

Depuis le mois de mai, sur la question du front populaire en France, il y avait des divergences entre Lambert et Moreno. Où et quand les militants de l'OCI ont-ils pu s'en informer ? Où et quand ont-ils eu la possibilité de donner leurs positions dans le débat ? C'est seulement quand la rupture est consommée que les militants de base sont invités à connaître les péripéties de la bataille. Par rapport à la pratique de la IV^e^ Internationale, à sa liberté de discussion, les mœurs du Comité international apparaissent comme étrangers à la tradition du mouvement trotskyste.

Le hangar et le socialisme

La seconde question en jeu dans tout examen sérieux d'un processus de rapprochement avec l'OCI est le rapport entre théorie et pratique.

Rappelons cette anecdote connue sur la réunion d'une cellule de Kolkoz en URSS. A l'ordre du jour sont inscrits deux points : 1 — construction d'un hangar ; 2 — construction du socialisme.

Au début de la réunion, le secrétaire de cellule déclare qu'étant donné le manque de briques pour construire le hangar, il faut passer directement à la construction du socialisme.

Une fusion avec l'OCI, basée sur les convergences idéologiques et faisant abstraction du fossé qui existe sur le terrain des tâches pratiques, serait semblable à la construction du socialisme sans les briques pour construire le hangar.

Les divergences avec l'OCI, aujourd'hui, sont beaucoup plus manifestes sur le terrain des organisations de masse, syndicats, mouvement des femmes, organisations de jeunesse. Elles se manifestent dans l'attitude quotidienne face aux bureaucraties politiques et syndicales réformistes. C'est la position sur les revendications et dans les syndicats, c'est l'attitude pratique commune face au gouvernement qui détermineront d'abord un travail commun permettant, à une autre étape, de généraliser éventuellement la pratique commune. Le moins que l'on puisse dire, aujourd'hui, c'est que les conditions de passage d'une étape à l'autre sont loin d'être réunies. Cependant, la LCR fera tout pour développer un travail commun, seul susceptible de faire accomplir des pas en avant dans la voie d'un rapprochement véritable et non de façade.

Jacques Carvel

Lettre ouverte aux organisations et aux militants du Comité international

BUREAU DU SECRETARIAT UNIFIE DE LA IVe INTERNATIONALE

EN décembre 1981, Pierre Lambert, dirigeant de l'Organisation communiste internationaliste, saluait avec une emphase hors de proportion la naissance du Comité international : *« En un an, nous avons fait un bond en avant comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire de la IVe Internationale. Le seul bond en avant comparable dans l'histoire du mouvement ouvrier international est celui qui a eu lieu pour la constitution de la IIIe Internationale après la victoire de la Révolution russe... »*

Plus dure sera la chute. Dix mois après sa constitution, et deux ans après la formation du Comité paritaire, le Comité international s'entredéchire publiquement. Quel que soit le partage des responsabilités, cet échec précoce n'est que la rançon d'une politique sans principe.

Dès le départ, une politique qui tourne le dos à la révolution

Jamais une organisation révolutionnaire saine et viable ne se construira en tournant le dos à la révolution ou en pariant sur sa défaite. C'est pourtant là l'acte de naissance véritable du Comité international face à la révolution au Nicaragua.

En dirigeant la lutte qui, au prix de dizaines de milliers de morts, a abouti au renversement insurrectionnel de Somoza et à l'ouverture d'une situation de dualité de pouvoir au Nicaragua, le Front sandiniste a agi comme une direction révolutionnaire. La première tâche de la IVe Internationale et le premier devoir de tout internationaliste était de s'engager sans réserve dans le soutien à la révolution nicaraguayenne et dans sa défense face aux menaces impérialistes. A cette condition seulement, nous gagnerions le droit au dialogue et, quand nécessaire, à la critique fraternelle envers la direction sandiniste.

Les forces regroupées au sein du Comité paritaire considéraient, au contraire, qu'en août 1979, le Front sandiniste avait mis fin à une brève situation de dualité de pouvoir ouverte par la chute de Somoza. De concert avec la direction castriste, il était désormais engagé, avec le Gouvernement de reconstruction nationale, dans une entreprise de restauration de l'Etat et de l'armée bourgeoise, dans une politique de compromissions avec l'impérialisme et d'étouffement des libertés démocratiques. En bonne logique, vous vous êtes engagés en priorité dans une campagne internationale contre la répression au Nicaragua ! Ce fut votre première manifestation publique.

C'est l'une des pages les plus noires qui aient été écrites, hélas, au nom du trotskyme.

Deux années ont passé.

En s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et des paysans du Nicaragua, le Front sandiniste a impulsé la campagne d'alphabétisation et lancé la construction des milices populaires. Il a modifié la composition du Conseil d'Etat au profit des organisations ouvrières et populaires, provoquant par là le retrait du gouvernement des principaux représentants de la bourgeoisie. Il a approfondi la réforme agraire et multiplié les mesures contre le sabotage capitaliste. Il a résisté à la campagne des forces conservatrices en faveur d'une institutionnalisation bourgeoise et a riposté aux tentatives séditieuses du patronat organisé dans le COSEP, organe dirigeant de la bourgeoisie. Il a affirmé sa solidarité active avec la révolution salvadorienne. Dans chaque épreuve de force avec la bourgeoisie, il s'est affirmé comme le centre réel du pouvoir et la force hégémonique du gouvernement.

Il ne s'agit pas d'une progression linéaire. Il y a des limites, des contradictions, sûrement des erreurs, qui doivent être mises en rapport avec le poids du contexte international et de l'héritage d'une dictature qui a duré un demi-siècle. Mais la tendance générale ne fait aucun doute. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que les menaces et l'action de l'impérialisme contre la révolution en Amérique centrale et contre l'Etat ouvrier cubain soient plus pressantes que jamais. Une fois de plus, nous devons être au premier rang de la mobilisation de solidarité.

Tel était dès l'origine le talon d'Achille du Comité international : on ne construit pas une internationale révolutionnaire contre le cours d'une révolution en marche sans être conduit à miser sur la défaite qui justifierait les plus sombres pronostics.

Une méthode sans principe...

Les divergences apparues sur la révolution nicaraguayenne étaient donc profondes et sérieuses. Mais elles ne justifiaient pas à nos yeux la scission dont la Fraction bolchevique

prit l'initiative avec l'appui du CORQI. La préparation démocratique de notre XI[e] Congrès mondial, les structures démocratiques de l'Internationale, offraient le cadre et donnaient tout le temps de poursuivre la discussion, de procéder aux vérifications pratiques, aux corrections nécessaires sans précipitation. Des tendances de sections nationales qui avaient des positions politiques analogues à celles du PST argentin sur le Nicaragua sont d'ailleurs restées dans la IV[e] Internationale.

Nous avons, en ce qui nous concerne, toujours accepté les divergences politiques légitimes, aussi longtemps que leur expression demeure sur le terrain du centralisme démocratique. Ce que nous n'avons pas accepté, c'est que Moreno agisse publiquement comme une fraction internationale et intervienne au nom de la IV[e] Internationale en Amérique centrale, en dehors des décisions de ses instances et contradictoirement à leur orientation majoritaire. (1)

En constituant le Comité paritaire, vous avez donc pris l'initiative d'une opération de scission contre la IV[e] Internationale. Moreno a eu le mérite de rechercher une base principielle à sa démarche. Il a commencé par expliquer que les événements d'août 1979 au Nicaragua avaient le même sens pour la IV[e] Internationale et le Secrétariat unifié qu'août 1919 pour la Seconde Internationale ou mars 1933 pour la Troisième.

La démonstration était difficile. Aussi, le soutien donné à une révolution en marche et à sa direction était présenté par vous comme une capitulation devant une force restaurant le capitalisme. Le Comité paritaire tentait de prouver par ce saut périlleux que le révisionnisme n'avait cessé de miner la IV[e] Internationale depuis 1952. Pour rétablir un semblant de cohérence, le camarade Moreno était ainsi conduit à mettre entre parenthèses sa participation à la réunification de 1963 et sa présence dans les rangs du Secrétariat unifié quinze ans durant. Quant au camarade Lambert, il jetait du même coup à la poubelle le protocole d'accord de 1976 qui ouvrait les discussions entre le SU et le CORQI, et par lequel les deux organisations se reconnaissaient mutuellement comme des organisations révolutionnaires.

Dès l'origine, nous avions donc défini le Comité paritaire comme un pacte de circonstance entre deux fractions internationales, sans base programmatique substantielle commune, entièrement tourné contre la IV[e] Internationale. Vous avez voulu relever ce défi, avec la tenue de la Conférence mondiale ouverte de fin décembre 1980. Il ne s'agissait déjà plus d'une conférence ouverte, mais d'un meeting unitaire entre vos deux fractions. Trois organisations d'Amérique centrale, dont l'OST du Costa-Rica, qui avaient été au centre de la polémique sur le Nicaragua et étaient partie prenante du Comité paritaire dès sa fondation, en étaient exclues sans la moindre explication.

Il s'agissait donc d'une conférence fermée, qui consacra les trois quarts de son temps à flétrir le révisionnisme du Secrétariat unifié et le dernier quart à approuver un document fleuve de refondation programmatique. Ce texte prétendait démontrer l'ampleur et la profondeur de l'accord de principe auquel vous étiez parvenus. Il était censé fournir au Comité international un socle de bronze. Il fut même présenté comme *« le document le plus important depuis le Programme de transition »* !

En revanche, les problèmes actuels de la révolution mondiale et les tâches étaient réduites à la portion congrue. Le socle de bronze aura tenu neuf mois. Il s'est fêlé une première fois à propos du front unique anti-impérialiste, une seconde à propos du mot d'ordre d'Assemblée constituante pour la Pologne. Et il n'a pas résisté à une épreuve aussi banale que l'avènement en France d'un gouvernement Mitterrand-Mauroy (2).

Le Comité international fut donc édifié comme une façade unitaire, dissimulant ce qui demeurait un bloc de fractions. Dans notre intervention à la tribune de la conférence ouverte nous annoncions : *« Nous cherchons à rassembler et unir sur la base du programme trotskyste. Pour cela, nous devons concilier un effort permanent tendant à la pratique d'un centralisme démocratique nécessaire à la cohésion du parti mondial que nous voulons construire, et des dispositions tenant compte de l'étape de construction où nous en sommes. Ainsi nous voulons que l'Internationale et ses instances puissent prendre position à la majorité sur les grandes questions de la lutte de classes. Nous voulons que ces positions soient publiées en tant que telles dans les organes de presse des sections. Au besoin, nous rendons publique l'existence de positions minoritaires. Dans les relations entre les directions internationales et les directions nationales, nous respectons la souveraineté des sections dans les questions de tactique nationale. Ainsi, si des questions de*

1) Sur le Nicaragua, l'aventure de la brigade Simon-Bolivar, et les documents de la scission, la LCR française a publié en janvier 1980 un dossier réalisé par les camarades F. Ollivier et D. Bensaïd qui est toujours disponible.

2) Sur nos désaccords politiques fondamentaux, nous avons publié un article du camarade Mandel dans le numéro un de la revue « IV[e] Internationale » (nouvelle série), une critique des thèses de la Conférence mondiale par le camarade Bensaïd dans le numéro 5 de la revue « IV[e] Internationale », et notre intervention à la tribune de la Conférence ouverte (supplément à « Inprecor »).

principe ne sont pas en jeu, une position du SU contradictoire à celle de la section n'a pas nécessairement valeur disciplinaire (...).

« Vos dispositions organisationnelles visent, au contraire, au monolithisme et donc aux ruptures et aux explosions administratives. Déjà cette conférence n'est plus une "conférence ouverte", même pas le congrès de fondation d'une organisation internationale sur un programme, mais un conclave de fractions. Vous prétendez faire preuve de prudence dans les formes et le rythme de restauration du centralisme démocratique international, mais déjà vous créez une direction internationale restreinte de seize membres qui aura le pouvoir, à la majorité des trois quarts, d'exclure tout militant ou section, alors que le projet de statut ne précise pas l'usage des droits de tendance et de fraction auxquels il est seulement fait allusion dans les thèses. Le sens de ces dispositions est clair : il permet un fonctionnement hyper-centralisé dès lors que les deux grandes composantes du Comité international sont d'accord, sans laisser de place à l'apparition d'une minorité qui échappe à cette accord, à l'image de ce qui se passe dans les organisations nationales comme l'OCI et le PST.

« Vous prenez le nom de Comité international. Il y a déjà eu une expérience de comité international fonctionnant selon le régime de l'unanimité entrecoupée d'excommunications. Healy, Varga, la section israélienne du CORQI, le départ du POR-Lora bolivien, l'exclusion de Politica Obrera d'Argentine ne sont que quelques produits de ce type de fonctionnement qui traite les divergences politiques comme des affaires policières.

« La mise à l'écart de l'OST du Costa-Rica et de l'OSI du Salvador ne fait donc qu'annoncer le sort de bien d'autres au sein du Comité international qui va naître de cette conférence. »

Aujourd'hui, trois mois à peine après l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, Moreno diagnostique une capitulation de l'OCI unifiée devant le front populaire, et il en conclut la nécessité d'ouvrir à Paris un bureau du PST, pour défendre, par-dessus les instances du Comité international, ses propres positions. Et les camarades de l'OCI de crier au loup ! De dénoncer le mépris des structures internationales du Comité international, le manquement au minimum de centralisme ! Mais ce sont les mêmes camarades qui considéraient normaux et légitimes les agissements de la brigade Simon-Bolivar, au nom de la IVe Internationale, mais dans le dos et contre la volonté de ses directions élues !

Nous avons caractérisé la conférence ouverte comme *« un coup porté contre la IVe Internationale et contre la révolution nicaraguayenne »*. Cette caractérisation s'est pleinement vérifiée. La scission organisée par le Comité paritaire a annulé l'effort d'unification, au sein de la IVe Internationale, des forces se réclamant du trotskysme, dans lequel nous étions sérieusement engagés.

Pour un parti, la base d'existence, c'est le programme. Sur cette base peuvent apparaître des divergences, des désaccords tactiques, qui peuvent et doivent être résolus par la discussion dans le cadre d'un centralisme réellement démocratique. Avant de conclure à la dégénérescence ou à la capitulation d'une organisation révolutionnaire, il faut des preuves historiques probantes. A plus forte raison à l'échelle internationale. Ni Lénine ni Trotsky, ni Rosa Luxemburg n'ont conclu à la faillite définitive de la Seconde Internationale avant 1914 et l'épreuve décisive du 4 août. Pourtant, les indices de dégénérescence parlementariste et pro-impérialiste étaient nombreux. Trotsky a attendu 1933 pour conclure à la faillite de la IIIe Internationale. Pourtant, il y avait déjà eu le Comité anglo-russe, la tragédie de la Révolution chinoise, la répression contre l'Opposition de gauche.

Nous devons être d'autant plus prudents et attentifs que nos organisations sont petites et que leurs instruments de mesure de la réalité sont en conséquence moins rapides et précis. En un mois, Moreno et Lambert ont conclu à la faillite du Secrétariat unifié à propos du Nicaragua. En un mois, Moreno a conclu à la capitulation de l'OCI devant Mitterrand. Une organisation politiquement sectaire et fractionnelle dans ses méthodes tend à transformer toute nouvelle divergence tactique, plus ou moins grave, en nouvelle frontière programmatique. Votre sectarisme envers une révolution vivante au Nicaragua est indissolublement lié à votre sectarisme organisationnel et votre conception monolithique du parti. Il y a là toute la logique de la division à l'infini.

La voie de la discussion réelle dans le respect d'une démocratie commune est certainement plus difficile. Elle demande de tous et de chacun plus de responsabilité, de maturité et de patience. Mais, à la longue,

c'est la seule qui permette d'unir et non de disperser, de construire et non de détruire.

... et ses produits

Votre logique fractionnelle est implacable. Le moindre désaccord trace selon vous un fossé définitif entre le trotskysme et le révisionnisme. La conférence mondiale du Comité paritaire avait décrété dans ses thèses que les différences qui peuvent exister au sein du SU sont, dans le cadre du révisionnisme, *« de même nature que celles qui pouvaient exister entre Bernstein et Kautsky après 1914 »*, c'est-à-dire, après la capitulation chauvine de la IIe Internationale et les politiques d'union sacrée.

Jusqu'à la veille de la scission du Comité international, Lambert a discuté avec Moreno dans le même langage : *« L'OCI a dit : révisionnisme et trotskysme sont incompatibles. C'est pourquoi elle a refusé la réunification de 1963, sans discussion, qui n'avait que cette signification : prétendre que révisionnisme et trotskysme peuvent cohabiter. Caractériser (faussement, abusivement) l'OCI comme révisionniste signifierait que vous préparez la scission* (3). »

C'est à présent l'histoire de l'arroseur arrosé. Dans une lettre du 13 juillet, Moreno écrivait déjà à Lambert : *« La politique de l'OCI face au gouvernement Mitterrand est très semblable à celle suivie par Pablo et Posadas face au MNR bolivien, mais avec une différence : ils ne tenaient pas à appeler les choses par leur nom et parlaient d'appui critique. La direction de l'OCI n'ose pas donner un nom à sa politique, mais elle est en train d'apporter un soutien presque total, non critique, à un gouvernement front populiste.* (3) »

François Forgue, qui rapporte les termes de cette lettre, s'indigne : *« Est-ce assez à un dirigeant international expérimenté pour aboutir à une conclusion aussi catégorique et aussi contradictoire (si elle était fondée) avec l'histoire de l'OCI, sa politique d'ensemble telles que le camarade Moreno et le conseil général les ont appréciées.* (3) » Mais n'avez-vous pas appliqué ensemble la même méthode en décrétant que la direction du SWP américain était devenue soudain une direction castriste subordonnée à la bureaucratie soviétique, en contradiction flagrante avec la longue histoire de ce parti et son rôle au premier rang de la mobilisation anti-impérialiste. Il suffit de considérer la position de soutien des camarades du SWP américain à la révolution politique en Pologne pour prouver le contraire.

Nous avons dit, dès la formation du Comité paritaire, puis du Comité international, qu'ils ne constitueraient qu'une fédération de fractions, unie aussi longtemps que subsisterait le consensus entre fractions, et vouée à l'éclatement dès lors que ce consensus serait rompu. Nous avons dit que les initiateurs du Comité paritaire ne pouvaient tolérer un fonctionnement démocratique international, parce qu'ils ne l'appliquaient pas dans leurs propres organisations nationales, elles-mêmes conçues comme des fractions monolithiques.

Aujourd'hui, le camarade Luis Favre fait mine de s'étonner : *« Nous apprenons qu'il existe deux groupes (deux blocs ?). Deux tendances peut-être ? Mais quand et sur quelles bases se sont-elles formées ? Ne faudrait-il pas qu'elles commencent d'abord par apparaître, par se définir dans la discussion. Pour le camarade Moreno, c'est chose faite. Il y a sans doute un groupe OCI unifiée et un groupe PST argentin. Chacun peut placer un certain nombre de ses hommes dans le camp de l'autre. C'est presque un jeu de bataille navale.* (3) » Mais, entre deux fractions monolithiques, peut-il s'agir d'autre chose que d'une bataille navale ? L'étonnement de Favre ne touche guère par sa sincérité. Car le Comité international, dans sa formation et dans la mise en place de ses instances, n'a pas été autre chose qu'un bloc de deux fractions.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire la dernière proposition mirobolante de Lambert à Moreno, dans une lettre du 16 septembre : *« Dans la mesure où tu déciderais de ne plus séjourner au lieu de résidence du comité exécutif, comme tu l'as fait jusqu'à présent, on pourrait reprendre la proposition que tu m'avais faite antérieurement. Toi et moi nous quitterions le comité exécutif et nous constituerions un secrétariat qui se rencontrerait régulièrement (et souvent).* (3) » Ce binome de « parrains » omnipotents n'a plus grand-chose à voir ni avec une direction internationale collective ni avec le centralisme démocratique : à chaque fraction son bonaparte, et le bloc des deux fractions repose en dernière instance sur un marchandage à deux. Les grandes déclarations sur le programme, sur les principes et le reste ne sont là que pour amuser la galerie.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'unification de vos deux fractions au niveau national n'ait guère progressé. Il y a eu unification

3) Toutes les citations sont extraites du « Bulletin international » de discussion publié en novembre 1981 sous la responsabilité de P. Lambert, F. Forgue, Luis Favre, Stéphane Just.

au Venezuela et au Portugal. Dans ce cas, il s'agit plutôt d'une autodissolution et d'une scission du PST compromis dans une escroquerie électorale. Mais ni au Pérou ni au Brésil, les fusions tant de fois annoncées comme exemplaires n'ont eu lieu. Il est vrai que la tâche était ardue, tant il est difficile de surmonter d'un coup de baguette les ravages de politiques sans principe.

Concernant le Pérou, nous disions dans notre intervention à la conférence ouverte : *« En misant sur l'éclatement de l'ARI* (4), *vous avez dilapidé le capital que représentait l'expérience du FOCEP* (5) *et ruiné la possibilité de voir naître un parti ouvrier de masse avec Hugo Blanco à sa tête. Vous avez ainsi favorisé les manœuvres électorales de la bourgeoisie, semé la déception dans les rangs ouvriers, facilité la renaissance des politiques de collaboration de classes, au détriment de la politique d'unité et d'indépendance de classe qui pouvait se frayer la voie à travers l'ARI grâce à une ferme position des trotskystes en son sein. Cette politique minable n'a pas été dictée en considération des intérêts objectifs des masses péruviennes, mais strictement en fonction de considérations internes au Comité paritaire et de soucis tactiques envers le SU. »* Sans bilan franc et sérieux de cette politique désastreuse, toute la discussion théorique sur le front uni anti-impérialiste ne pouvait servir entre vous que de polémique codée, au second degré, sans que les enjeux concrets puissent être exprimés en toute clarté.

De la même façon, l'OSI brésilienne a été amenée, pour des raisons de discipline internationale, à un tournant à 180 degrés par rapport à sa politique antérieure sur la question du Parti des travailleurs. Lors de son congrès de 1979, elle considérait encore le PT comme *« un produit du syndicat corporatif, regroupant les bureaucrates jaunes anciens et nouveaux »* et destiné à soutenir *« la dictature pour éviter que l'appareil syndical corporatif soit brisé par les travailleurs »*. Vous avez tenté de mettre l'OSI et la CS (Convergence socialiste) d'accord sur des artifices, sur le principe d'un travail commun dans le PT et sur la perspective d'utiliser le PT comme parapluie pour la présentation de candidatures aux élections de 1982.

Mais cela ne constitue pas une ligne suffisante dans la situation brésilienne. Dans une lettre du 6 septembre à Moreno, Lambert considère d'ailleurs l'intervention dans le PT *« comme la tactique entriste la plus classique qui soit si je puis dire. Nous entrons dans une organisation, le PT, qui ne saurait ni de près ni de loin être considérée comme une organisation transitant vers la IVe Internationale »* (3). Le PT ne « transite » pas vers la IVe Internationale, c'est un fait, et sa construction ne fait pas l'économie de la construction d'une forte section de la IVe Internationale. Mais définir le travail dans le PT, que nous voulons construire et développer, comme de l'entrisme classique, au même titre que l'entrisme dans les partis socialistes ou staliniens contre-révolutionnaires, c'est fermer les yeux sur le véritable problème et sa nouveauté : la conquête de l'indépendance politique de classe du prolétariat et la construction d'un parti ouvrier de masse dans les pays semi-coloniaux.

Rien d'étonnant, avec une boussole aussi peu réglée, à ce que Moreno et Lambert se lavent les mains sur le dos de leurs camarades brésiliens, bien près de tomber à leur tour dans la trappe fatale du révisionnisme : *« Pour moi, tant les camarades de l'OSI que de la Convergence socialiste sont en train de capituler devant le front populisme de Lula. Je ne veux pas dans cette lettre te donner les preuves de ce que j'affirme pour ne pas dévier du sujet. Je crois que dans ce processus d'adaptation à l'opportunisme de Lula, l'OSI bat tous les records. »* (3)

Décidément, les dix mois d'existence du Comité international ne sont guère glorieux et le temps est déjà loin où il prétendait que la IVe Internationale serait reconstruite par ses soins.

Sans dévier d'un pouce : construire la IVe Internationale

Pour notre part, nous nous contentons de construire la IVe Internationale, comme nous l'avons répété à la tribune de votre conférence dite ouverte : *« Nous voulons construire la IVe Internationale comme parti mondial de la révolution prolétarienne ; nous voulons donc construire ses sections partout dans le monde. »* Il ne s'agit pas d'un acte de foi, mais de la conclusion organisationnelle nécessaire de la théorie de la révolution permanente et du Manifeste communiste. Nous partons des intérêts et des besoins du prolétariat à l'échelle in-

4) ARI : Alliance de la gauche révolutionnaire, constituée en 1980 en référence à l'expérience du FOCEP.

5) FOCEP : Front ouvrier paysan et étudiant du Pérou, constitué en 1978.

ternationale, du développement combiné de la révolution mondiale.

Ce développement combiné est aujourd'hui plus visible et plus immédiat que jamais. L'avancée de la révolution en Amérique centrale affaiblit l'ensemble du dispositif impérialiste. L'avancée de la révolution politique en Pologne affaiblit la bureaucratie et inquiète l'impérialisme. Tout militant révolutionnaire en Amérique centrale ressent combien une intervention soviétique en Pologne faciliterait l'accroissement de l'offensive impérialiste contre la révolution au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala. La montée de la lutte des classes dans de nombreux pays capitalistes développés, les victoires électorales du PS en France et du PASOK en Grèce, la montée d'un mouvement de masse contre la politique impérialiste d'austérité et d'armement, pèsent aussi de tout leur poids dans les rapports de forces mondiaux.

Une nouvelle période et de grandes possibilités s'ouvrent pour la construction de la IV[e] Internationale. L'initiative scissionniste du Comité paritaire en 1979 a posé de nouveaux obstacles sur cette voie. Nous disions à la tribune de la conférence ouverte : *« En effet, l'unification des forces qui se réclament du trotskysme au sein de la même internationale aurait dû constituer un premier pas important permettant de renforcer la crédibilité et la force d'attraction du trotskyme auprès des courants qui ne manqueront pas de surgir de la crise des organisations réformistes de masse, pour chercher une solution à la crise de direction révolutionnaire à l'échelle nationale et internationale.*

« Vous avez saboté cette possibilité :

« a) les divergences que nous pouvions avoir sur l'intervention dans le mouvement de masse ont pris une dimension nouvelle à l'épreuve d'une révolution au Nicaragua ;

« b) aujourd'hui, vous ne considérez pas la IV[e] Internationale dans son ensemble comme une organisation révolutionnaire fondée sur le programme trotskyste mais comme le regroupement d'un courant ouvertement révisionniste et d'un courant centriste qui "s'il ne rompt pas dans la forme avec certaines formulations trotskystes est néanmoins partie prenante du révisionnisme : il y a de fait une division des tâches entre ces deux nuances, une relation très semblable à celle qui existait entre Bernstein et Kautsky à partir de l'année 1914." Soit après la faillite de la II[e] Internationale et son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois. Dans ces conditions, comment prendre au sérieux quelque proposition unitaire de votre part et comment ne pas y voir une pure manœuvre ?

« c) au lieu de partir des grands événements de la lutte des classes internationale et des tâches, comme nous l'avions fait en 1963, vous fondez une nouvelle organisation internationale sur la base du passé, c'est-à-dire d'un accord avec votre histoire politique. Avec une telle méthode, la fondation de toutes les internationales aurait été impossible, de même que toute fusion loyale au niveau national : qui peut se revendiquer de cette continuité au Brésil, au Pérou, en Argentine ?,etc.

« Cette méthode conduit inévitablement à une impasse. Imaginez que Lénine, en 1917, ait demandé à Trotsky, pour rejoindre le parti bolchevik, non un accord sur les tâches de la révolution, mais une autocritique préalable sur ses positions de 1903 ou 1912. Imaginez qu'au Second Congrès de l'IC, on ait demandé aux nouvelles sections, non un accord sur les 21 conditions, mais un accord sur la façon de combattre au sein de la social-démocratie depuis la polémique entre Bernstein et Rosa Luxemburg... Imaginez que, pour fonder la IV[e] Internationale, Trotsky s'adressant aux courants centristes du SAP et du RSP, ait exigé d'eux une autocritique et un accord sur l'analyse de l'URSS depuis 1924... Dans chacun des cas c'eut été perpétuer et multiplier les divisions au détriment des tâches de l'heure. »

Nos prédictions ont été plus que vérifiées. Nous affirmions à la tribune de votre conférence ouverte que *« nous ne nous résignons pas pour notre part à la dispersion durable des forces se réclamant du trotskysme »*. Nous n'y sommes toujours pas résignés. Nous partons d'acquis programmatiques dont vous vous réclamez également : ceux des premiers congrès de l'Internationale communiste, ceux de l'Opposition de gauche, du *Programme de transition*, et de la IV[e] Internationale que vous prétendez reconstruire. Mais ces références n'ont de sens qu'à l'épreuve de la pratique. Ce qui nous divise ne relève ni de mauvaise volonté ni d'accidents de l'histoire.

Nous nous sommes trouvés en désaccord avec telle ou telle de vos organisations, non sur des questions de tactique quotidienne, mais sur des épreuves décisives de la lutte de classes : sur des révolutions et sur l'attitude à adopter face à leurs directions. Hier la révolution cubaine ou vietnamienne, aujourd'hui la révolution nicaraguayenne. Nous y voyons le signe que trente années d'existence

séparée (en ce qui concerne les organisations de l'ancien CORQI) ont approfondi des divergences qui n'existaient peut-être pas au moment de la scission de 1952, mais qui se sont par la suite peu à peu cristallisées.

Nous sommes, par ailleurs, en total désaccord avec votre conception du parti et votre interprétation pratique du centralisme démocratique, au niveau national et international. Votre sectarisme organisationnel fait corps avec votre sectarisme politique face aux principaux développements de la révolution mondiale. Construire avec de telles méthodes, c'est construire sur du sable : l'aventure météorique du Comité international aboutit à la cinquième scission internationale en moins de quinze ans pour l'OCI.

Les conditions d'une unification

C'est pourquoi, il ne s'agit pas de faire aujourd'hui comme si de rien n'était, pour revenir à la situation de 1979. La scission dont vous avez pris la responsabilité et l'aventure du Comité international constituent un test et un élément nouveau dont nous devons, les uns et les autres, tenir compte.

Les conditions d'une unification entre nous ne sont pas aujourd'hui réunies. Elle n'est pas à l'ordre du jour. C'est ce que confirment ces deux dernières années. Une fois encore, nous avons eu face à une révolution des attitudes opposées. Quant à vos traditions organisationnelles et vos mœurs maladivement fractionnelles, elles suffisent à nous convaincre qu'une organisation commune n'est pas viable à l'heure actuelle.

C'est d'ailleurs, aussi, votre point de vue, puisque vous nous caractérisez, internationalement et nationalement, comme une organisation révisionniste. Ainsi, lors de votre conseil général de fin mai, Miguel Capa présentait au nom de la direction un bilan de cinq mois d'activité du Comité international. L'une des principales tâches définies par ce rapport, publié dans le numéro 10 de *Correspondance internationale*, est la suivante : *« Mener une bataille systématique contre le Secrétariat unifié révisionniste, tout en sachant qu'il est impossible de le détruire car il faudrait pour cela détruire ses racines sociales, et, tant qu'existeront le stalinisme et les appareils contre-révolutionnaires, le SU y trouvera de quoi s'alimenter. Il s'agit donc d'un combat systématique pour accélérer sa crise. »* Vous nous considérez donc comme des appendices du stalinisme et des appareils contre-révolutionnaires. Vous éduquez par là même des milliers de vos militants à l'encontre de toute politique d'unification. Car, si les mots ont un sens, vous ne sauriez prétendre marier l'eau et le feu.

Vous devez tirer publiquement toutes les leçons du passé récent pour extirper les erreurs qui ont été commises. Sans cela toute proposition d'unification, toute idée « d'œuvrer en commun à la construction du parti révolutionnaire », telle que vous le proposez dans votre dernière lettre au bureau politique de la LCR française, ne peut être interprétée que comme une nouvelle manœuvre fractionnelle et une nouvelle expression de votre double langage.

Ce qui est en revanche à l'ordre du jour et pourrait être le point de départ pour établir de nouveaux rapports entre nous, c'est l'unité d'action dans les pays où nous avons des organisations significatives et où le développement de la lutte des classes soumet les marxistes-révolutionnaires à des tests importants : dans la lutte contre l'austérité et la militarisation dans les pays impérialistes, dans le soutien à la révolution en Amérique centrale et dans la Caraïbe, dans la défense de l'Etat ouvrier cubain exposé aux nouvelles menaces d'agression américaines, dans le soutien à la révolution politique en Pologne.

Pour donner à la discussion un fondement concret et restaurer une confiance détruite, une « longue activité commune » constitue, comme le disait Marx, une meilleure préparation que la rédaction à huis clos d'un programme de principe aussi volumineux que les thèses de votre conférence mondiale. A la condition, bien évidemment, que cette activité commune ne se réduise pas à des campagnes propagandistes à deux, mais s'inscrive dans une politique réelle de front unique ouvrier, dans le mouvement de masse, dans les syndicats, dans les mobilisations unitaires larges en rapport avec les grandes tâches de l'heure.

Bureau du Secrétariat unifié
Le 12.11.81

Réponse à Lutte ouvrière

ANTOINE ARTOUS

DANS le numéro de novembre de sa revue mensuelle, *Lutte de classe*, LO critique la politique de la LCR. Le jugement est sévère : *« La Ligue communiste dans le sillage du gouvernement de gauche »* titre l'article, qui se conclut ainsi : *« La LCR était, bien des fois dans le passé suiviste à l'égard du PC et du PS. Etre suiviste à leur égard, aujourd'hui, c'est l'être à l'égard d'un gouvernement de la bourgeoisie. Alors qu'il est nécessaire,* explique LO, *de montrer aux travailleurs, concrètement, qu'il ne faut pas qu'ils comptent sur le gouvernement parce que c'est un gouvernement qui n'est pas à leur service, mais à celui de la bourgeoisie, la LCR se propose d'aiguillonner le gouvernement. Sa politique consiste en dernier ressort à donner au gouvernement des conseils sur l'art et la manière d'être le plus anticapitaliste possible. Mais quels que soient les conseils prodigués, on ne fera jamais donner du lait à un bouc. Les meilleurs conseils de la Ligue ne feront pas d'un gouvernement de la bourgeoisie un gouvernement qui défend les intérêts des travailleurs. Cela, la LCR le sait probablement. C'est sans doute là encore, une attitude "pédagogique". Seulement, cette pédagogie-là consiste, encore et toujours, à dire qu'ils ont quelque chose à attendre du gouvernement. »*

LO ne nous reproche donc pas d'avoir nous-mêmes des illusions sur la nature du gouvernement Mauroy : ses critiques portent sur la tactique politique que nous avons vis-à-vis de lui. Pour les besoins de sa démonstration, LO caricature et déforme l'orientation de la LCR qui se réduirait à donner des « conseils » au gouvernement. Nous reviendrons sur cette question plus loin. Commençons par l'« attitude pédagogique » que nous reproche LO. Le gouvernement Mauroy est un gouvernement bourgeois parce que, en dernière analyse, il mène une politique au service de la bourgeoisie. Mais c'est un gouvernement bourgeois d'un type bien particulier : il est composé, pour l'essentiel, de deux partis réformistes encore largement majoritaires dans la classe ouvrière. Du coup, la masse des travailleurs entretient avec lui des rapports différents d'avec un gouvernement bourgeois « classique ». LO reconnaît d'ailleurs que *« les masses ont des illusions »*.

Comment combattre ces illusions ? Là est tout le problème. Si l'on regarde dans l'histoire passée du mouvement ouvrier, le problème n'est pas très nouveau.

La LCR dans le sillage du gouvernement de gauche ?

Résumant l'expérience des bolcheviks en 1917, Trotsky écrit : *« Les masses avaient encore confiance dans les socialistes conciliateurs, mais les masses les plus confiantes ont toujours une méfiance instinctive à l'égard des bourgeois, des exploiteurs, des capitalistes. C'est là-dessus que reposait la tactique des bolcheviks pendant toute la période. Nous ne disions pas :* "A bas les ministres socialistes !". *Nous n'avions même pas lancé le mot d'ordre* "A bas le gouvernement provisoire" *comme mot d'ordre actuel de lutte. En revanche nous enfoncions inlassablement le même clou :* "A bas les dix ministres capitalistes !". » (Dans *la Révolution espagnole*, édition de Minuit.) C'est avec la même logique que Trotsky expliquait en juin 1936 : *« Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire par là qu'il faille le protéger, mais seulement l'attaquer par le flanc... Le mot d'ordre ne peut pas être* "A bas le gouvernement Blum ! » *mais* "Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum !" *Voilà la nuance. Elle est extrêmement importante pour cette période... »* (1)

Certes — et nous l'avons déjà expliqué dans *Critique communiste* — il y a des différences importantes entre la situation actuelle et celle de 1936, comme il y avait, alors, des différences d'avec la Russie de 1917. Cela peut avoir des conséquences importantes sur la formulation des mots d'ordre concrets, mais la méthode d'approche reste la même parce que ces situations différentes ont un point commun : le gouvernement en place est un gouvernement bourgeois d'un type particulier, composé, entre autres, par les partis

réformistes majoritaires dans la classe ouvrière. Cette méthode consiste à *« attaquer ce gouvernement par le flanc »*, c'est-à-dire apparaître aux yeux des travailleurs non pas comme ayant la volonté de renverser ce gouvernement, mais comme ayant la volonté de mobiliser les travailleurs contre la bourgeoisie et ses représentants directs qui s'opposent « au changement ». Il ne s'agit pas de « pédagogie », mais de comprendre comment les travailleurs se mobilisent dans de telles situations et au travers de quelles expériences concrètes va se développer la conscience de classe.

Puisque, après tout, LO se réclame de Trotsky, citons-le encore. Dans une lettre aux trotskystes français, il écrivait le 21 juin 1936 : *« Vous avez lancé le mot d'ordre de grève générale. La première expérience en est faite. Répéter maintenant ce mot d'ordre de grève générale sans le définir, ni le concrétiser serait une faute. Nous devons bien comprendre nous-mêmes que la prochaine grève sera, selon toute vraisemblance, dirigée non contre le gouvernement Blum, mais contre les ennemis de ce gouvernement, les deux cents familles, les radicaux, le Sénat, la haute bureaucratie, l'état-major, etc. Tout l'art de la stratégie consiste à orienter l'avant-garde vers le caractère inéluctable de cette nouvelle lutte acharnée contre les ennemis du prolétariat en dehors du Front populaire, mais aussi dans les rangs mêmes de ce front... Nous ne mettons pas Léon Blum dans le même sac que les de Wendel et de La Rocque. Nous accusons Blum de ne pas comprendre la formidable résistance des de Wendel. Nous devons répéter qu'en dépit de notre opposition irréductible au gouvernement Blum, les ouvriers nous trouveront en première ligne pour combattre ses ennemis impérialistes. C'est là une nuance très importante, décisive même pour la période qui vient. »* (Tome 10 des *Oeuvres*, page 119.) L'auteur de l'article de *Lutte de classe* ne doit pas être d'accord avec Trotsky puisqu'il écrit : *« Pour n'avoir pas à s'en prendre directement au gouvernement, la LCR opère une distinction entre la politique du gouvernement d'un côté et celle du patronat de l'autre, mais laisse entendre qu'elles s'opposent dans une large mesure. »* Il nous reproche d'exiger du PS et du PC qu'ils ne cèdent pas aux pressions du CNPF, ou bien de demander dans les entreprises nationalisées le départ des directions giscardiennes qui s'opposent au changement. Voyons de plus près ces exemples.

LO devrait d'abord se mettre d'accord avec Trotsky

En 1936, Trotsky expliquait qu'il fallait réserver *« nos coups les plus terribles aux ministres radicaux (...) en expliquant (...) que ce sont eux qui sabotent et qui ne peuvent pas ne pas saboter tout ce qui est progressiste dans le programme du gouvernement »*. En 1981, la place des ministres bourgeois est des plus modestes. La bataille pour la rupture avec la bourgeoisie inclut d'autres objectifs concrets, le renvoi des directions giscardiennes des entreprises nationalisées, des hauts fonctionnaires liés à l'ancien régime, l'offensive à porter contre le CNPF. Il s'agit, dans des conditions différentes, d'appliquer la méthode de Trotsky en 1936.

Le rédacteur de l'article de *Lutte de classe* devrait commencer par se renseigner. Il saurait qu'à Renault et dans les banques, par exemple, la volonté de chasser les directions giscardiennes est bien une aspiration profonde qui s'est exprimée dans les mobilisations. Cela se retrouvera encore à l'avenir et traduit la volonté des travailleurs de briser les obstacles qui s'opposent à leur volonté de changement.

Un autre article du même numéro de *Lutte de Classe* explique, à propos de Renault : *« Même des luttes isolées, sur des objectifs locaux, peuvent revêtir un caractère politique. »* Si tel est le cas, les révolutionnaires doivent, en liaison avec ces luttes, avancer des objectifs politiques. Reprocher au gouvernement Mauroy « de ne pas comprendre » la résistance au changement qu'opposent les directions giscardiennes, et exiger leur départ répond à ce souci. LO s'y refuse pour ne pas « créer des illusions ». Mais sentant bien aussi que le mot d'ordre *« A bas le gouvernement ! »*, comme sous Giscard, ne serait pas adapté à la situation concrète, LO se contente du slogan : *« Vive les luttes »* (*LO* du 31 octobre). Dans une situation où la politisation se développe dans tout le pays, LO n'avance aucun axe politique central. C'est la conséquence de la ligne qu'elle a adoptée.

Comme pour Trotsky, lors du Front populaire de 1936, notre tactique politique n'implique aucun soutien, direct ou indirect, au gouvernement Mauroy et à sa politique. Nous soutenons simplement les mesures qui vont dans le sens des intérêts des travailleurs et sommes prêts à nous mobiliser contre les attaques de la bourgeoisie. Cette tactique n'implique pas de cacher la vérité. Il suffit de lire régulièrement la presse de la LCR pour se rendre compte qu'elle ne se contente pas d'attaquer le patronat et la droite : elle porte des jugements clairs sur la politique de Mitterrand-Mauroy. Mais avec une optique précise : celle qui consiste à défendre devant la masse des travailleurs les mesures que devrait prendre un gouvernement véritablement à leur service. Quand nous expliquons que pour réduire le chômage il faut une loi sur les 35 heures, ou quand nous menons bataille pour que le service militaire soit réduit à six mois, nous le faisons pour que les travailleurs se mobilisent autour de ces revendications, car là est la question décisive. Mais nous interpellons aussi le PS et le PC à partir des revendications ouvrières. Quand, le plus souvent dans les luttes, les travailleurs vont voir les députés du PS et du PC qu'ils ont élus afin de leur rappeler leurs revendications et exiger qu'elles soient satisfaites, LO leur dit-elle que c'est faire mauvaise route parce que se bercer d'illusions ?

Hors des batailles politiques essentielles

Cette démarche conduit LO à l'impuissance complète lors de batailles politiques pourtant décisives. En juillet éclatait l'affaire Willot, le gouvernement était obligé d'intervenir. LO se contentait d'un simple commentaire :

« Peut-être que pour l'ex-empire Boussac le gouvernement trouvera des palliatifs pour éviter la colère des travailleurs. Peut-être même trouvera-t-il une solution à plus ou moins long terme. Mais que fera-t-il lorsque d'autres groupes financiers se lanceront à leur tour dans la même manœuvre ? » La réponse vient au bout des lèvres : il faut nationaliser sous contrôle ouvrier et sans indemnités ni rachat les biens de Willot, et il faudra le faire pour tous les *« groupes financiers qui se lanceront à leur tour dans la même manœuvre »*.

Quelle belle occasion d'indiquer aux travailleurs la voie à suivre et ce qu'ils doivent exiger du gouvernement qu'ils ont élu ! Mais non, LO se tait et préfère expliquer que nationaliser ne sert à rien.

Résumant ce que doit être la démarche des révolutionnaires, *le Programme de transition* (dont se réclame LO) dit : *« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme de gouvernement ouvrier et paysan. »* C'est là renforcer les illusions, devrait s'écrier le rédacteur de l'article de *Lutte de classe* ! Car, ignorant cette politique dont pourtant elle se réclame, LO préfère titrer : *« Gauche ou droite, une même politique : des milliards pour les patrons, la ceinture pour les travailleurs. »* Dire aux travailleurs qu'il faut prendre l'argent dans les poches des patrons, ce serait sûrement « donner des conseils » au gouvernement Mauroy !

(1) Tome 10 des « Oeuvres », EDI. Notons que lorsque l'auteur de l'article de « Lutte de classe » fait référence à 1936, il prend quasiment le contrepied de Trotsky qui expliquait que c'est principalement à travers la présence des radicaux qu'il fallait critiquer la politique du gouvernement Blum. « Lutte de classe » écrit : « Déjà pour 1936, point n'est besoin d'évoquer la présence des radicaux dans la majorité gouvernementale pour expliquer pourquoi le Parti socialiste, comme le Parti communiste, ont pesé de tout leur poids, non pas pour soutenir les travailleurs qui occupaient leurs usines, mais pour arrêter la grève. »

AFGHANISTAN : une autocritique nécéssaire

MICHEL ROVERE

Dans la fièvre du 10 mai, les travaux du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale, qui se déroulaient aux alentours de cette date, ont été quelque peu relativisés par de nombreux militants et sympathisants français de la LCR. Nous les renvoyons à la lecture indispensable des textes et résolutions de ce CEI, qui ont été publiés dans le numéro 105 de la revue « Inprecor » (édition française datée du 6 juillet 1981.

La discussion sur l'Afghanistan a été l'un des points forts de ce CEI. Non seulement à cause de l'ampleur des débats et des divergences qui étaient apparus antérieurement dans notre mouvement, mais parce que le CEI a adopté majoritairement une position qui constitue un changement important par rapport à la position de la IVe Internationale définie lors de la réunion du Secrétariat unifié de la fin janvier 1980.

Le texte qui a été adopté débouche sur l'exigence du retrait des troupes d'occupation. Il constitue donc une véritable autocritique de ce qui a été la position passée de la IVe Internationale : condamnation de l'intervention soviétique mais refus d'appeler au retrait de ses troupes. Cette position avait été adoptée à une faible majorité par le comité central de la LCR.

Les lecteurs de « Critique communiste » pourront se reporter aux numéros 69 et 70 d'« Inprecor » (édition française) et au numéro 32 de la revue « Critique communiste » ancienne formule. Certaines des positions minoritaires avançaient dès cette époque le mot d'ordre de retrait des troupes soviétiques. L'article qui suit reprend les grandes lignes des rapports de présentation de la nouvelle position majoritaire, qui ont été faits lors du CEI ou lors de la session de fin août du comité central de la LCR.

LE point de départ de toute notre démarche aujourd'hui, et qui est partagé par tous les militants de l'Internationale, est le même que celui que nous adoptions en janvier 1980, un mois après l'intervention massive soviétique : il s'agit de définir une orientation générale qui permette, à partir de la réalité concrète des réalignements sociaux et politiques, à partir des différenciations et des affrontements de classes qui se maintiennent, de renforcer le combat des ouvriers, des paysans pauvres, des nationalités opprimées pour défaire la réaction afghane, ses alliés et l'impérialisme dans la région. De ce point de vue, la résolution adoptée en janvier 1980 péchait par quatre aspects principaux :

1) Dans le passé, nous avons critiqué l'orientation du PPDA (1) au pouvoir depuis le renversement du régime réactionnaire de Daoud en 1978.

Nous prenions en même temps en compte le rôle objectif que ce parti était amené à jouer sur le plan militaire, dans la guerre civile l'opposant aux chefs féodaux et aux groupes réactionnaires de la résistance. Mais nous avons par trop séparé, voire opposé, ces deux éléments. En fait, c'est la combinaison entre le substitutisme bureaucratico-militaire, l'affaiblissement de l'Etat par les batailles entre les cliques adverses du PPDA, la répression menée contre les opposants de gauche et tout mouvement autonome de masse (en particulier chez les minorités nationales qui ont commencé à s'armer dès que l'Etat central afghan s'est affaibli, bien avant l'intervention soviétique), la mise en œuvre de semi-réformes qui n'ont abouti qu'à rejeter une partie de la paysannerie entre les mains des anciens chefs traditionnels et du clergé, l'appel de plus en plus ouvert à « l'aide » soviétique enfin, qui ont abouti à la situation militaire catastrophique. Certes, dans une guerre civile, il y a une certaine autonomie entre le problème militaire et l'orientation politique. Mais il fallait aussi expliquer plus ouvertement à quelles impasses militaires aboutit une ligne stalinienne fondée avant tout sur le substitutisme bureaucratico-militaire et la défiance à l'égard de tout mouvement de masse. Les leçons opposées de la guerre civile russe victorieuse et de la défaite militaire dans l'Espagne de 1936-1939, aboutissement d'une politique de contre-révolution, étaient valables pour l'Afghanistan, d'autant plus que les conditions objectives pour mener une politique révolutionnaire y sont, de par l'arriération du pays, plus difficiles qu'ailleurs.

Une aggravation qualitative de la situation

2) La résolution n'analysait pas comment l'intervention militaire soviétique massive de décembre 1979 signifiait une aggravation qualitative de la situation précédente. Que ce soit du point de vue de la souveraineté politique de l'Etat afghan, du caractère dorénavant ouvertement fantoche du régime mis en place et soutenu à bout de bras par une intervention militaire étrangère.

3) La résolution de janvier 1980, et

surtout certains matériels édités par la LCR, avançaient une argumentation dangereuse pour expliquer qu'après l'intervention, on n'avançait pas un mot d'ordre de retrait des troupes soviétiques. C'est l'argument sur l'« internationalisation » du conflit : *« Vu la position de l'Afghanistan aux frontières de l'URSS et vu l'intervention de l'URSS dans la guerre civile, le conflit de classes qui traverse le pays prend immédiatement une dimension internationale et se réfracte dans l'affrontement présent entre l'URSS et l'impérialisme. »*, expliquait la résolution. Ce type d'affirmation pouvait laisser croire qu'il y avait dans cette affaire quelque chose ayant à voir avec la défense directe de l'Etat ouvrier. Une telle argumentation laissait la porte ouverte à deux déviations extrêmement dangereuses :

— la minimisation au nom d'une approche semi-« campiste » (mettant avant tout l'accent sur l'affrontement Est-Ouest) du caractère contre-révolutionnaire de la politique suivie par l'URSS et ses hommes liges du PPDA face au mouvement des masses afghan. Or, ses effets contre-révolutionnaires se font sentir aussi du point de vue de la défense de l'Etat ouvrier soviétique en jetant le désarroi au sein du mouvement ouvrier international, au moment où l'impérialisme relance la course aux armements ;

— l'impossibilité de s'opposer clairement à toute politique d'assimilation structurelle du pays par l'URSS, avec ce que cela signifie pour le mouvement de masse en Afghanistan et dans toute la région (renforcement des courants intégristes, antimarxistes, en Iran et au Pakistan).

4) A partir des trois éléments précédents, la résolution de janvier 1980 contenait une contradiction centrale.

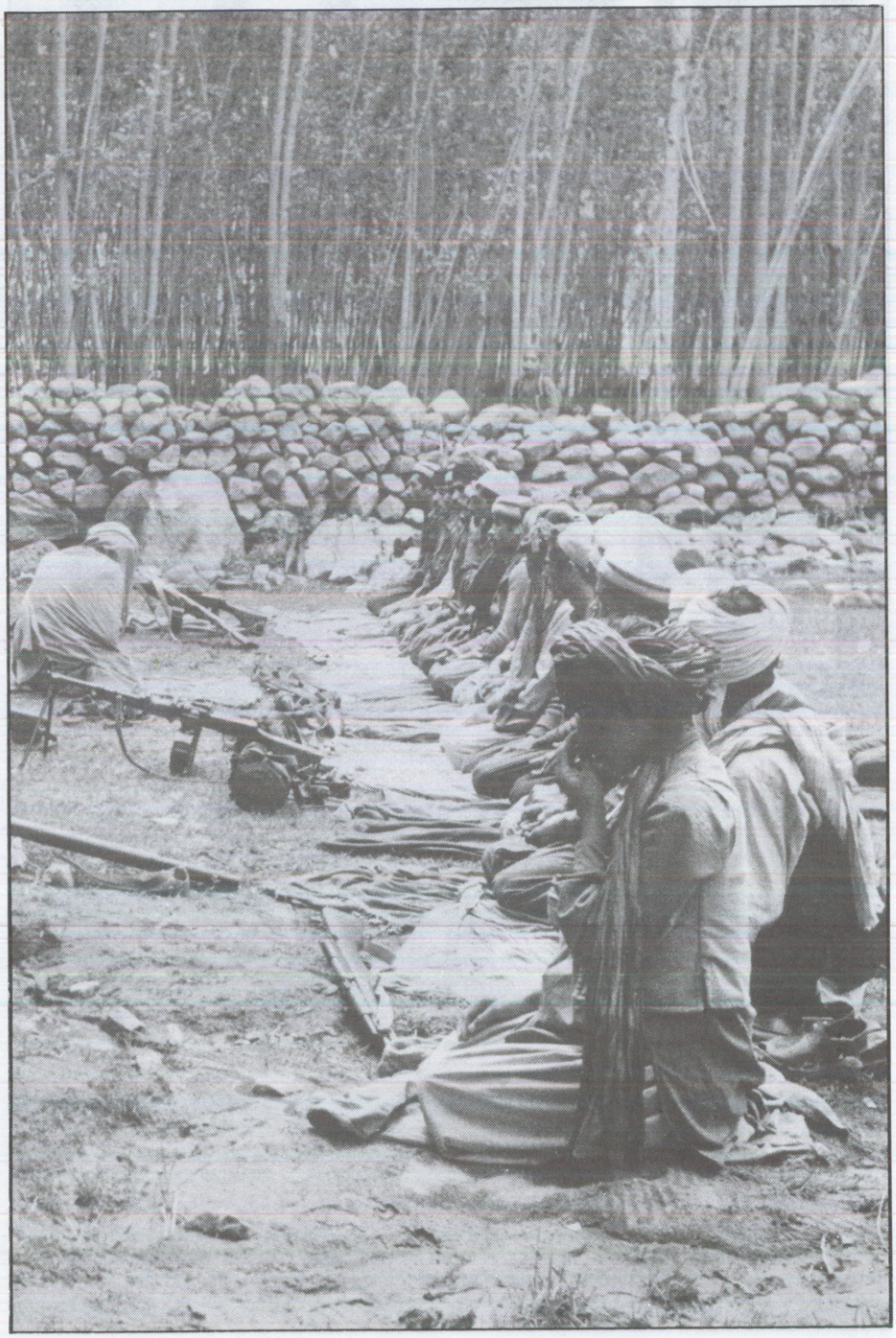
Elle se prononçait, et cela reste le point de départ de toute notre démarche, pour la mobilisation indépendante des masses, pour la défense de leurs revendications sociales, de leur armement, pour le droit des nationalités opprimées. Mais elle n'intégrait pas cette ligne dans une orientation de défense du droit à l'autodétermination. Le silence sur le droit à l'autodétermination et le respect de la souveraineté politique de l'Etat afghan, le refus de se prononcer clairement pour le retrait des troupes soviétiques, rendaient largement abstraite et artificielle toute ligne, même affirmée avec le maximum d'énergie, pour appeler à la mobilisation indépendante des masses. C'est là l'un des points essentiels du retour critique qui doit être opéré sur la position de janvier 1980. L'examen de la situation en Afghanistan après l'occupation soviétique apporte une série d'éléments tout à fait significatifs:

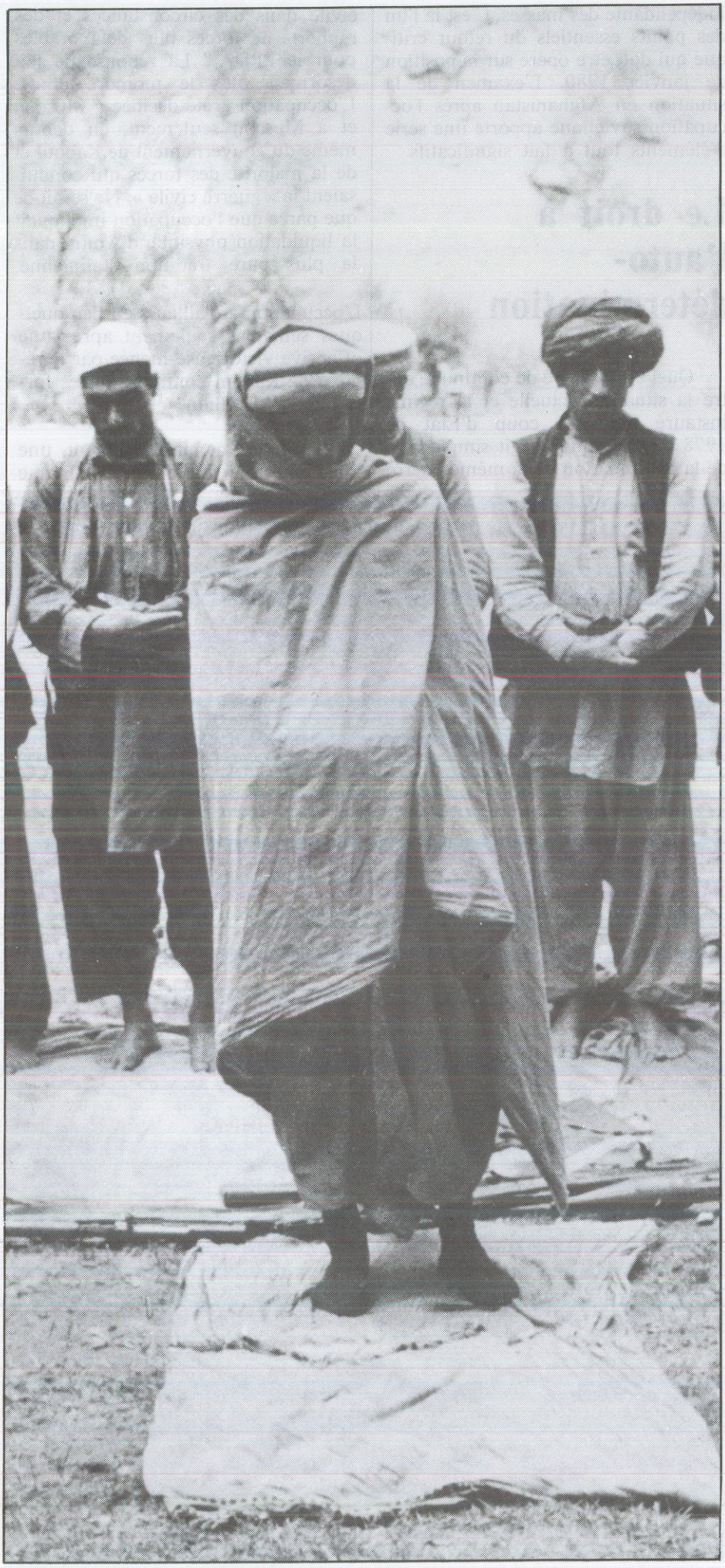
Le droit à l'auto-détermination

Quel est le degré de continuité entre la situation actuelle et le régime instauré après le coup d'Etat de 1978 ? Est-ce qu'il s'agit simplement de la continuation de la même guerre civile dans des circonstances et des rapports de forces plus défavorables pour le PPDA ? La réponse ne fait désormais plus le moindre doute. L'occupation a été décidée à Moscou et à Moscou seulement, en dehors même du gouvernement de Kaboul et de la majorité des forces qui conduisaient la « guerre civile ». Ne serait-ce que parce que l'occupation impliquait la liquidation physique d'Amin, dans la plus pure tradition stalinienne.

L'occupation a d'ailleurs eu lieu quelques semaines seulement après une offensive victorieuse menée par le régime de Kaboul contre certaines forces de la rébellion.

Il y avait là, manifestement, une violation de la souveraineté politique





de l'Etat afghan. Certes, pour nous, la question générale du droit à l'autodétermination dans la question afghane ne se limite pas à la reconnaissance de la souveraineté politique de l'Etat afghan. Ce droit à l'autodétermination concerne bien évidemment aussi les minorités nationales opprimées par l'Etat central aux mains des Pashtouns. Il est évident qu'il est lié également à la lutte générale contre la réaction locale ou l'impérialisme et devra s'appuyer sur de profondes réformes sociales (en premier lieu une réforme agraire). Mais dans un pays comme l'Afghanistan qui, à côté d'une tradition multiséculaire d'oppression de ses minorités nationales, a également une tradition de 150 années d'indépendance politique face aux convoitises britanniques ou tsaristes, il faut comprendre comment une occupation étrangère va à l'encontre des phénomènes de différenciation de classes. C'est ce que Lénine soulignait lors du VIII[e] Congrès du PC bolchevik, en mars 1919 : *« Nous ne pouvons refuser à aucun peuple de l'ancien empire russe le droit à l'autodétermination. Admettons même que les Bashkirs aient renversé leurs exploiteurs avec notre aide. Mais ce ne serait possible que si la révolution était complètement mûre. Il faudrait agir avec prudence pour que notre intervention n'entrave pas le processus de différenciation du prolétariat, processus que nous devons accélérer. Que pouvons-nous faire pour les peuples (...) jusqu'ici soumis à l'influence de leurs mollahs ? (...) Pouvons-nous dire à ces peuples : nous jetterons bas vos exploiteurs ? Nous ne le pouvons pas, parce qu'ils sont entièrement soumis à leurs mollahs. Il faut attendre en pareil cas que la nation ait évolué, que le prolétariat se soit différencié des éléments bourgeois, ce qui est inéluctable. »* (Tome 29 des *Oeuvres complètes*, page 170.)

Or, l'intervention soviétique va bien évidemment à l'encontre de toute cette politique. D'abord parce qu'elle aboutit à une occupation (d'ailleurs partielle mais ce n'est pas leur faute) du pays. La bureaucratie du Kremlin ne peut s'appuyer que sur la fraction minoritaire Parcham du PPDA. Elle a échoué dans sa politique de réunification avec la fraction Khalq, notamment parce qu'une majorité même des Khalquis était opposée à cette intervention. Cela a accentué la désagrégation de l'armée afghane (où les Khalquis étaient majoritaires). Aujourd'hui, l'affaiblissement du PPDA provoqué par l'in-

tervention soviétique ne se mesure pas seulement à la réduction de son influence, mais aussi au processus interne de liquidation et d'épuration qui a touché plusieurs milliers de militants et de sympathisants de la fraction khalqui.

Dans un tel contexte, les troupes soviétiques jouent de plus en plus un rôle de substitut, non seulement militaire, mais administratif, d'un PPDA qui se rétrécit comme une peau de chagrin. Chacune des sept régions militaires du pays est dirigée désormais par un général soviétique « assisté » d'un Afghan du PPDA. Le seul frein que les Soviétiques ont trouvé à la désagrégation de l'armée afghane est sa mercenarisation : les miliciens du Parcham touchent 160 dollars par mois, soit le PNB annuel par habitant. Cela les amène, y compris, à rechercher, pour élargir un tant soit peu leur base sociale, des accords bien rémunérés avec certains chefs tribaux traditionnels. Tout essor éventuel, hypothétique, d'un mouvement de masse autonome, disposant d'une direction propre et luttant pour des transformations radicales dans les zones contrôlées par les Soviétiques et le PPDA, se heurterait aux forces policières et militaires du Kremlin.

Le gouvernement fantoche de Kaboul

Quels sont les effets de l'intervention soviétique ? Tout d'abord, la quasi-totalité des Afghans souhaite aujourd'hui le départ des troupes soviétiques (cela est reconnu, même par la mission des « juristes démocrates » — proches des PC occidentaux), et par certains Khalquis : le déplacement massif des masses afghanes vers la résistance active ou passive a bouleversé en partie les données, notamment en modifiant le rapport de forces entre la « résistance intérieure » — et dans celle-ci le poids du mouvement des minorités nationales ou de certains groupes progressistes comme le SAMA (2) — par rapport aux vieilles organisations réactionnaires à dominante pashtoun basées à Peshawar et plus directement liées au régime pakistanais, à la réaction régionale (Egypte, pays du Golfe) et à l'impérialisme. L'occupation soviétique a donc marqué un saut qualitatif.

Elle regroupe contre elle l'écrasante majorité des masses afghanes. Par leur résistance passive ou active, ces masses indiquent la nature même de la situation. Le gouvernement du PPDA, qui ne contrôle, grâce aux Soviétiques, que 25 % du territoire, est un gouvernement fantoche. Cela ne signifie pas que, si l'aspect de la lutte contre l'envahisseur étranger est devenu déterminant, les affrontements de classes, les éléments de guerre civile aient disparu entre les diverses composantes de la résistance. Les groupes intégristes comme le Hezb e Eslami de Gulbudin Hekmatiar se sont affrontés à certains secteurs de la « résistance intérieure ». Quant une minorité ethnique comme les Hazaras s'arme massivement, libère d'importantes parties de son territoire, il est clair que ce n'est pas pour accepter, après le départ des troupes soviétiques, la remise en place d'un Etat central aux mains des chefs traditionnels pashtouns. Ce n'est pas un hasard si les organisations de la résistance intérieure comme le SAMA et le Front des combattants Modjaheds reprennent dans leurs plates-formes, à côté de la lutte contre les Soviétiques, la défense des réformes sociales (réforme agraire notamment) et du droit des minorités nationales. Elles comprennent que dans la lutte d'influence qui s'exerce au sein même de la résistance, elles devront s'appuyer, au-delà de leurs discours sur l'unité nationale contre l'envahisseur, sur les processus de différenciation sociaux qui n'ont pas été totalement stoppés par l'intervention soviétique.

Mais il est évident que pour favoriser ces différenciations, pour gagner des bases dans la paysannerie, dans les minorités ou dans les couches plébéiennes des villes contre les directions des secteurs réactionnaires de la résistance, une position claire sur la question de l'autodétermination est un préalable (dans ses deux faces, défense de la souveraineté politique de l'Etat afghan contre l'occupation étrangère, défense du droit à l'autodétermination des minorités nationales et ethniques opprimées).

C'est en fonction de cette situation que les militants marxistes révolutionnaires se déterminent, y compris dans le travail de solidarité internationale : à la fois contre l'impérialisme et contre le stalinisme, pour la défense des intérêts des masses afghanes. Face au Kremlin et à la Maison-Blanche, nous défendons la perspective d'un Afghanistan indépendant, ouvrier et paysan. ■

(1) PPDA : Parti populaire démocratique afghan, au pouvoir à Kaboul.

(2) Front constitué par des organisations d'origine maoïste.

ABONNEMENTS

abonnement

Profitez de la campagne d'abonnement d'essai couplé ROUGE-CRITIQUE COMMUNISTE, pour trois mois : 90 FF.

Abonnement séparé pour CRITIQUE COMMUNISTE :
1 an : 100 FF

Abonnement séparé pour ROUGE :
1 an : 230 FF (étranger, 320 FF).

Chèque à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Nom : .....

Prénom : .....

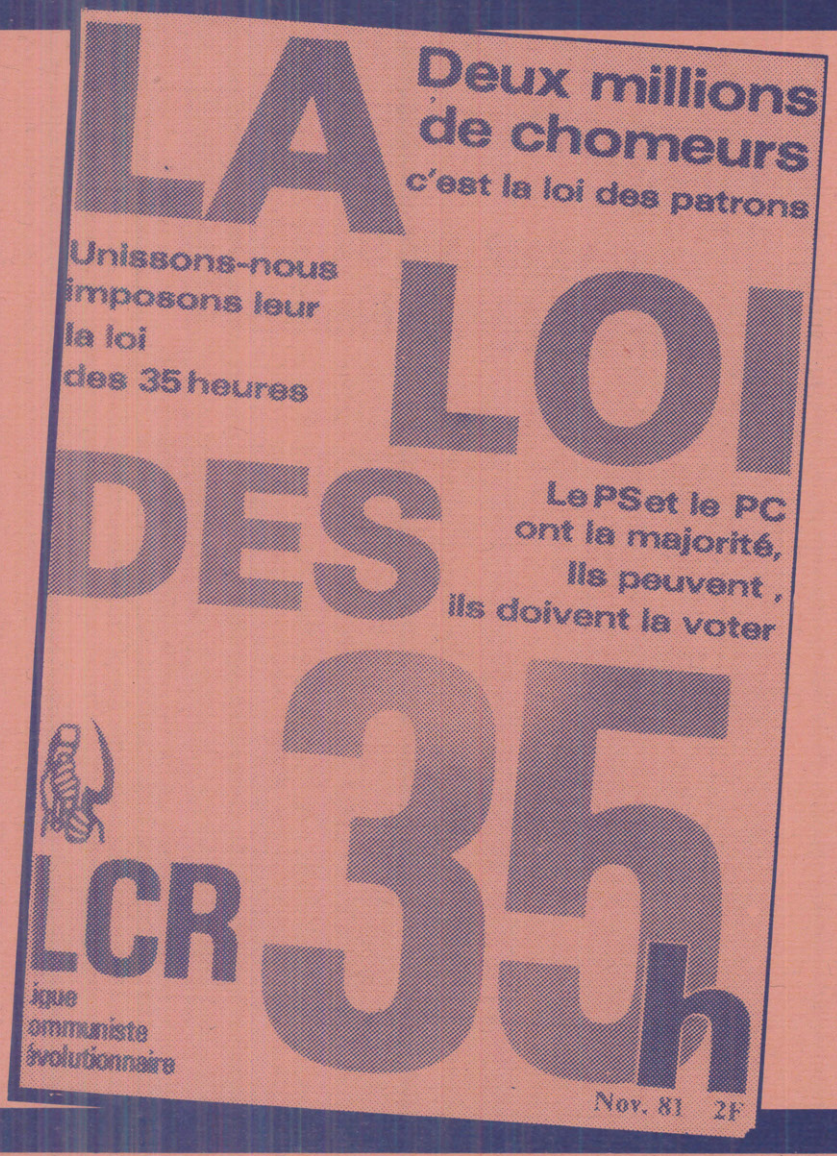
Adresse : .....

.....

.....

.....

Imprimerie Rotographie, Tél : 859 00 31, 2, rue Richard-Lenoir, Montreuil



En vente auprès des militants et à la librairie La Brèche

LIBRAIRIE LA BRECHE

9, rue de Tunis
Paris
75011
tel : 367 63 57

Librairie La Brèche,
9, rue de Tunis, 75011 Paris,
tél 367 63 57, Métro Nation.
Marxisme, politique, féminisme,
histoire, littérature, BD, policier, etc.,
La presse que l'on ne trouve pas ailleurs

Photographie Montreuil

INPRECOR

Bimensuel publié sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, 25 numéros par an.
Prix au numéro : 10 F.

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR
éditée par la société Presse-Edition-Communications
rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil-Sous-Bois, Tél. : 859.00.80
Directeur de la publication : Robert March.
N° CP : 56 551